



L'affaire Lortie au cinéma ?

Après avoir immortalisé Ovíla au petit écran, après *Scoop* et *Being at home with Claude*, Roy Dupuis (ci-contre) pourrait bientôt enfilier l'uniforme militaire et se retrouver dans la peau du caporal Lortie. Il ne manque plus que la réponse de Téléfilm Canada, en effet, avant que Michel Brault concrétise son projet.
Page B-3

Le boom du loisir scientifique

Le loisir scientifique connaît un véritable boom au Québec. Des clubs et des associations sont partout à l'oeuvre. Les sciences apparemment intéressent les jeunes. Mais pourquoi les cours de sciences sont-ils encore boudés dans les écoles ? Notre chroniqueur scientifique, Luc Dupont, fait le point.
Page B-5

Les écolos se rebiffent

Les écologistes qui s'opposent au projet hydroélectrique de Grande-Baleine sont-ils des obscurantistes qui veulent ramener la société à l'ère millénariste du « tout naturel » bucolique et idéalisé ? C'est ce que prétendait, récemment dans le *DEVOIR*, M. Victor Murray. Deux écolos indignés répondent à cette charge.
Page B-8

Chef associé demandé

Les musiciens de l'Orchestre Métropolitain ont signifié à l'administration qu'ils ne veulent plus travailler désormais avec le chef Jacques Beaudry (ci-contre) qui remplaçait cette semaine Agnès Grossmann au pied levé. On souhaite plutôt que l'administration de l'OM nomme un chef associé pour remplacer M. Beaudry.
Page B-3



LA DROGUE DANS LES ÉCOLES

On en parle... en mots de passe

Caroline Montpetit

LES VENDEURS de drogue se sont éloignés de la cour d'école. Les jeunes parlent de moins en moins ouvertement de leur consommation devant les adultes. Les enseignants interviennent rarement lorsqu'ils identifient un étudiant sous l'effet de la drogue pendant les cours. En général, la drogue est un sujet tabou, beaucoup plus que l'alcool, au sein de la population scolaire.

Pourtant, et bien que la consommation d'alcool avouée soit en croissance auprès des jeunes du secondaire, la drogue demeure présente dans presque tous les établissements scolaires du Québec.

« Chez nous, la drogue arrive par vagues lorsqu'il y a des distributions gratuites au primaire, par exemple. C'est un problème réel dans les écoles des régions », lançait Jacques Chartré, un enseignant de la commission scolaire de Chapais-Chibougamau, au cours d'un atelier sur la lutte de drogue à l'école, la semaine dernière à Québec.

Chassés par les policiers, effarouchés par les nombreuses « opérations-délation » menées au cours des dernières années dans les écoles de tout le Québec, les fournisseurs ont désormais pris le chemin des arcades et des parcs adjacents aux écoles.

Dans les corridors des établissements scolaires, les jeunes se lancent des mots de passe, loin du regard inquisiteur des surveillants, pour se donner rendez-vous de façon à effectuer une transaction de drogue, selon Alain Pilon. Celui-ci est coordonnateur des personnes-ressources tout nouvellement affectées à la lutte à la toxicomanie, de la CECM.

De 1987 à 1989, 1558 trafiquants reliés au milieu scolaire ont en effet été identifiés par les policiers à la suite d'enquêtes auprès des étudiants du monde scolaire. Sur le lot, 654 ont été poursuivis.

« Aujourd'hui, les jeunes ont une façon très sophistiquée de parler de leur consommation de drogue. En général, à l'école, tous les étudiants savent quels élèves « fument » ou consomment, mais personne n'en parle ouvertement. Ils vont dire « je vais boire de l'eau », ou possèdent d'autres codes qui leur permettent de s'identifier entre eux. Les jeunes demeurent très surveillés. Il est arrivé par exemple que les policiers décident soudainement de fouiller

tous les casiers d'une école donnée », poursuit M. Pilon.

Selon les données du rapport Bertrand sur la lutte contre la drogue, remis au gouvernement du Québec en 1990, l'initiation aux drogues illégales commence de plus en plus en tôt au Québec, soit entre l'âge de 12 et 17 ans. Chez les jeunes du secondaire, la proportion de consommateurs réguliers ou occasionnels varie de 20 à 23 %.

Or en janvier 1990, seulement trois commissions scolaires sur les quatre 200 de la province bénéficiaient de ressources spécifiquement affectées à freiner la consommation de drogue dans les écoles.

À la fin de l'an dernier, le ministre de l'Éducation du Québec, M. Michel Pagé, mettait en place un plan d'intervention pour les commissions scolaires ainsi que les écoles privées de l'Île de Montréal.

En vertu de ces mesures, une personne-ressource par 3000 étudiants est désormais affectée à la lutte contre la toxicomanie, dans les écoles de l'Île de Montréal.

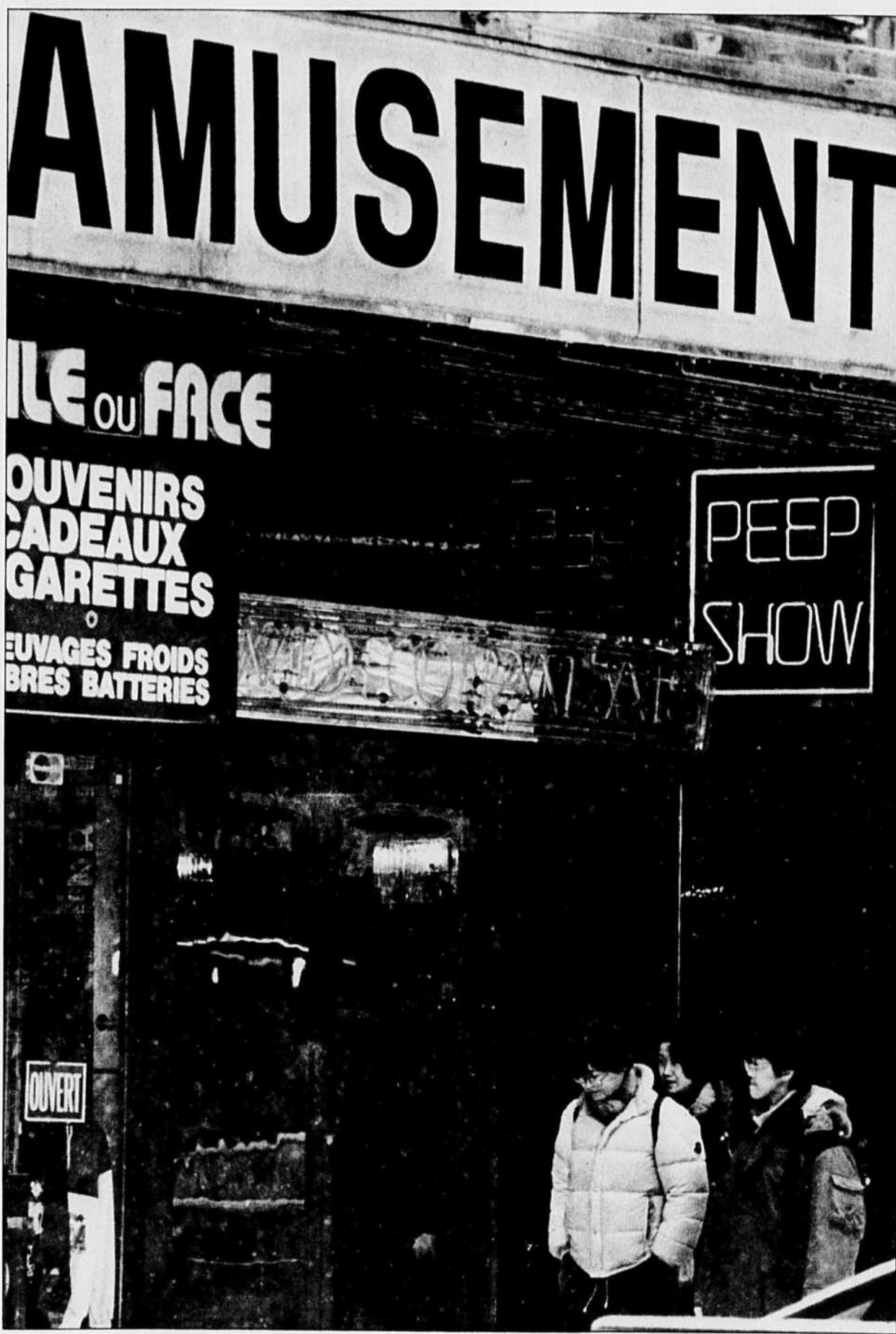
« Jusqu'à présent, ce sont les policiers-éducateurs qui s'occupaient de contrôler la vente de drogue en milieu scolaire. Ils répondaient à un appel d'un directeur ou d'un professeur d'un élève aux prises avec un problème de drogue, explique Alain Pilon. Ce que nous essayons de faire maintenant, c'est vraiment de l'éducation. Prévenir l'abus, plutôt que de prôner un degré de tolérance zéro ».

Cette intervention s'inscrit dans la foulée des recommandations du rapport Bertrand, qui préconisait un effort conjoint tant du ministère de l'Éducation que de celui de la Santé et des services sociaux et de la Sécurité publique. L'an prochain, selon l'échéancier du ministère, les mêmes mesures s'appliqueront à la grande région métropolitaine de Montréal comme à celle de Québec, avant de s'étendre à l'ensemble de la province en 1993-1994.

« Nous avons comme mandat de gagner la confiance des étudiants », poursuit M. Pilon. C'est pourquoi nous essayons de nous mêler le plus possible à la vie de l'école. Par exemple, il faut veiller à ce que quelqu'un qui nous aperçoit avec un

PHOTO JACQUES NADÉAU

Les « arcades » ont souvent remplacé les cours d'écoles pour le trafic de drogue chez les écoliers.



jeune ne l'identifie pas immédiatement comme un drogué ».

Dans l'Île de Montréal, la mise en place des mesures d'intervention s'est faite très rapidement.

Au mois de décembre, le coordonnateur réunissait 40 personnes, détentrices d'un certificat en toxicomanie, pour leur offrir une session de formation intensive sur la façon d'intervenir auprès des jeunes. Autre qualification exigée des personnes-ressources : une certaine expérience du milieu scolaire et de sa hiérarchie.

« Il y avait dans le groupe autant des détenteurs d'un doctorat, d'une maîtrise en toxicomanie, que de gens qui n'avaient qu'un diplôme d'études collégiales. Nous avons également exigé une expérience du milieu scolaire, parce que la hiérarchie y est particulière; il faut, par exemple, avertir les enseignants et la direction avant de procéder à une intervention », dit M. Pilon.

La semaine dernière, l'équipe-ressource affectée à l'Île de Montréal tenait une première réunion pour rendre compte de son expérience.

« Les travailleurs ont été très bouleversés par les témoignages qu'ils ont recueillis. Certains jeunes leur ont confié qu'ils avaient été victimes d'inceste par exemple, ou qu'ils s'étaient déjà injectés des drogues dures », dit-il.

De l'avis de tous, le milieu a été légèrement troublé par la rapidité de mise en place des mesures du ministère Pagé.

« Je pense qu'il y a eu un accueil plus ou moins chaleureux parce que les interventions n'avaient pas été assez planifiées. Les directeurs connaissent plus ou moins bien la tâche qui incombe aux personnes-ressources », explique Marcel Saint-Jacques, du secteur des interventions ciblées de la CECM.

Par définition soucieux de son image sociale, le milieu des écoles privées est resté particulièrement réticent à l'idée d'interventions ouvertes en matière de toxicomanie au sein de ses établissements.

« Certains policiers ont déjà confié devoir se stationner très loin de l'entrée des collèges privés, pour éviter que l'école soit identifiée à des problèmes possibles de consommation de drogue », ajoute M. Pilon.

Pourtant, la consommation de drogues dans la région de Montréal est plus marquée chez les adolescents de milieux favorisés (23 %), que chez ceux provenant d'autres milieux (17 %), selon les données du rapport Bertrand.

« Souvent, les jeunes de milieux défavorisés cachent moins de choses aux adultes que ceux de milieux favorisés. Ils sont moins terrorisés par l'autorité », conclut M. Pilon.

Il est urgent que Britanniques et Américains réintègrent l'Unesco

Une interview de la Canadienne Marie Bernard-Meunier, présidente du conseil exécutif de l'organisme

Sylviane Tramler

PARIS — « Tout le monde est bien convaincu que l'Unesco ne peut survivre qu'avec le retour des Américains et des Britanniques. Et donc il faut qu'on arrive à les convaincre de revenir ».

Il y a un sentiment d'urgence dans ce constat si souvent fait par Mme Marie Bernard-Meunier, que l'organisation internationale dont elle préside le conseil exécutif est peut-être condamnée. L'absence des États-Unis et du Royaume-Uni depuis sept ans, est un handicap et une préoccupation constante de tous au siège de la grande maison. Elle prive l'organisation de la collaboration de deux grandes puissances, de leurs ressources intellectuelles, et d'une contribution financière substantielle.

(Le montant de la contribution annuelle américaine serait aujourd'hui de l'ordre de 60 millions \$).

« J'ai toujours eu le sentiment, ajoute Mme Bernard-Meunier, que la possibilité de leur retour ne croît pas avec le temps. Il faut que les choses se fassent relativement vite. Car il n'est pas du tout évident que l'Unesco pourra tenir indéfiniment sans eux ». En claquant la porte de l'Unesco, les Américains et les Britanniques sanctionnaient une organisation qui s'était fait une réputation d'inefficacité, de bureaucratie et de parti-pris anti-américain. Théâtre d'affrontements idéologiques, enclavée dans l'antagonisme Nord-Sud, l'Unesco, du point de vue de Londres et de Washington, ne remplissait plus sa tâche.

Créée quelques mois après l'établissement de l'ONU en 1945, l'Unesco (acronyme anglais de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture), a pour mission « d'élever les défenses de la paix dans l'esprit des hommes ». L'objectif est noble, mais pas facile à mesurer. Contrairement à d'autres organisations des Nations Unies, comme l'Organisation Mondiale de la Santé par exemple, qui touche à des domaines concrets, l'Unesco aborde les questions plus floues de l'éducation, de la formation, de la liberté d'information. « Le problème essentiel de l'Unesco », explique Mme Bernard-Meunier, « est qu'elle a une vocation très ambitieuse, des sphères d'activité très diversifiées dans des domaines où les défis n'ont fait que s'accroître. Mais la capacité de l'Unesco de répondre à ces défis ne s'est pas accrue, au contraire ».

Le retour des États-Unis et du Royaume-Uni au sein de l'Unesco n'est pas envisagé à court terme. Du côté de Londres, on laisse quand même entendre que la situation pourrait être passée en revue après les élections générales du printemps prochain. Sans avoir pris d'engagement ferme, les travaillistes sont favorables à une réinsertion dans l'Unesco. Les conservateurs reconnaissent que des progrès dans la gestion et l'administration de l'Unesco ont été accomplis. Du côté de Washington, en plus des critiques traditionnelles adressées à la gestion, on invoque aussi des difficultés budgétaires qui rendent impossible en ce moment la reprise de la contribution financière à l'Unesco.

Marie Bernard-Meunier dit ressentir comme une injustice cette situation où « pour convaincre les Américains et les Britanniques de revenir, il faudrait que l'Unesco soit la perle du système multilatéral, et que cela lui est difficile quand il lui manque leur contribution. On demande l'impossible à une organisation à laquelle on a coupé les ailes ».

Des sigles obscurs et rébarbatifs, Marie Bernard-Meunier en a plein son curriculum vitae : ONU, AIEA, CNUCED, ENA, UNESCO. Mais la personne, elle, n'a rien de rébarbatif : chaleureuse, passionnée et précise. Dans sa conversation, les sigles s'animent et les organisations internationales où elle a travaillé acquièrent une dimension humaine.

De la naissance à Noranda à la présidence du Conseil exécutif de l'Unesco à Paris, il y a un parcours exemplaire : licence et maîtrise en sciences politiques à l'Université de Montréal. Sujet de thèse, l'ostpolitik.

Puis vient l'entrée au ministère des Affaires Extérieures sur concours, et sa première affectation, les Nations Unies à New York. Elle gravit ensuite les échelons de la diplomatie : secrétaire d'ambassade en Allemagne, conseiller politique à l'Ambassade du Canada à Paris, directeur adjoint à la Direction des relations économiques avec les pays en voie de développement à Ottawa, ministre conseiller et délégué permanent adjoint du Canada auprès de l'Unesco (son patron est M. Jean Drapeau), Ambassadeur du Canada auprès de l'Unesco et enfin, depuis le 7 novembre dernier, présidente du Conseil exécutif de l'Unesco. Avant d'être la première femme à accéder à la présidence du conseil exécutif de l'Unesco, elle avait aussi été la première femme à en devenir membre.

Voir page B-2: Unesco

CAHIER
SPÉCIAL

CAMPS D'ÉTÉ

RÉSERVATIONS PUBLICITAIRES

842-9645

Date de tombée le 7 février 1992

LE DEVOIR publiera samedi le 15 février son cahier annuel sur les camps d'été qui sera distribué à la Foire des camps d'été du Québec qui aura lieu du 19 au 22 février 1992.

Nous ferons le tour des différentes formules de camps et des nouvelles initiatives qui ont vu le jour pour l'été qui vient. Il sera également question du travail des moniteurs, des spécificités propres à certains camps et d'expériences heureuses de parents et d'enfants.

Nous publierons aussi un guide succinct des éléments à considérer au moment de choisir un camp.

PARUTION
le 15 février
DANS
LE DEVOIR



Le 30 décembre dernier, une bombe placée dans une automobile tuait 30 personnes, en blessait 120 autres et ajoutait encore à la désolation de la ville de Beyrouth. L'année 1991 devait être celle du démarrage du grand chantier de la reconstruction du Liban. Hélas...

Le sentiment antinippon se manifeste de plus en plus aux États-Unis

LOS ANGELES (Reuter) — Le sentiment anti-japonais gagne chaque jour du terrain en Californie, après la récente visite du président George Bush au Japon.

Chaque jour apporte son lots d'accidents à Los Angeles. On ne compte plus les pare-brise des voitures japonaises brisés dans les halls d'exposition.

La Ligue des citoyens américains d'origine japonaise reçoit un flot continu de menaces de mort. A Pasadena, un faubourg de Los Angeles, un propriétaire a érigé sur sa pelouse un immense panneau sur lequel on peut lire : « N'achetez pas japonais ».

Les manifestations de ressentiment se sont multipliées après la visite de George Bush à Tokyo, qui s'est soldée aux dires de ses adversaires par un échec aussi cinglant qu'humiliant.

La police affirme ne pas avoir pris de mesures particulières, mais dans Little Tokyo, le quartier japonais de la capitale économique de la Californie, le malaise est réel, notamment parmi ceux qui ont connu les camps d'internement de la Seconde Guerre mondiale.

« Ces personnes se souviennent avoir été traitées de 'sale Jap'. Cela les a blessées à l'époque, cela les blesse maintenant », dit Jimmy Tokeshi, directeur de la Ligue.

La vague anti-japonaise se nourrit à plusieurs sources. D'abord, l'aggravation du déséquilibre des échanges commerciaux entre les deux pays. Ensuite, la commémoration du 50e anniversaire de l'attaque japonaise sur Pearl Harbor. Enfin, les remarques peu amènes de certains hommes politiques nippons sur les États-Unis.

Lundi, le premier ministre japonais, Kiichi Miyazawa, a dénoncé « le manque d'éthique du travail » dont souffriraient les Américains, avant de présenter ses excuses le lendemain en disant que ses propos avaient été mal compris aux États-Unis.

Le mois dernier, la municipalité de Los Angeles, sous la pression des syndicats et des hommes politiques, a décidé de retirer à la firme japonaise Sumitomo le contrat qu'elle lui avait accordé pour la construction de voitures pour le futur réseau de transport en commun de la ville.

La Ligue a recensé 14 voies de fait contre des Asiatiques ces deux derniers mois en Californie, dont plus de la moitié à Los Angeles.

Jimmy Tokeshi estime que ce chiffre doit être multiplié par cinq pour approcher de la vérité car, fait-il remarquer, la plupart des victimes ne déposent pas plainte. « Elles ne veulent pas faire honte à leur famille », explique-t-il.

Un Américain d'origine japonaise, Michael Watanabe, a renoncé à sortir au restaurant le soir avec sa famille.

« Nous n'avons pas peur dans le restaurant. Ce sont les gens qui traînent dehors qui nous inquiètent. Les sans-abri et ceux qui sont apparemment chômeurs nous regardent avec haine et quelquefois nous injurient », affirme-t-il.

des Libanais émigrés et locaux, pourraient garantir une certaine reprise au Liban à plus ou moins court terme.

Restent les jeunes à convaincre. Rares sont ceux qui sont prêts à participer à la reconstruction de leur pays. Tous ceux que nous avons rencontrés au Liban, à une exception près, n'ont qu'une idée en tête : partir. Ils ne veulent plus attendre. Bon nombre d'entre eux n'ont pas de travail satisfaisant et sentent leur jeunesse partir en fumée. Et, après avoir passé la majeure partie de leur vie dans un pays en guerre, comment pourraient-ils avoir confiance en l'avenir ?

Le redressement du Liban se fait désespérément attendre

Les jeunes Libanais n'ont qu'une idée en tête : partir

Michel Bellemare

L'auteur est journaliste indépendant. Il a reçu une bourse de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales qui lui a permis, en partie, de réaliser ce reportage. Le texte n'engage cependant en rien l'Institut.

L'ANNÉE 1991 au Liban devait être l'année de la reconstruction. Avec la chute du général chrétien Michel Aoun en octobre 1990, chute qui a marqué la fin de 15 années de guerre, l'espoir de jours meilleurs était désormais permis. Espoir de réunification du Liban, espoir de meilleures conditions de vie, espoir de pouvoir compter un jour sur de véritables leaders à la tête du pays. L'absence d'affrontements armés dans la majeure partie du territoire est certes une nette amélioration par rapport aux affres de la guerre mais, jusqu'à maintenant, le redressement du Liban n'a pas eu lieu.

Au moment de la disparition, à l'automne 1990, de la ligne verte qui délimitait l'ouest musulman et l'est chrétien de Beyrouth, les gens se sont bien sûr jetés dans les bras les uns des autres, émus de se retrouver après 15 années de séparation. Mais, comme chez les Allemands peu après la chute du mur de Berlin, la crainte de l'autre n'a pas mis de temps à refaire surface chez les Libanais. Bien sûr, les sites touristiques à travers le pays, sauf dans le sud encore occupé par Israël, ont

reçu leur lot de visiteurs l'été dernier, des Libanais de l'étranger, mais aussi des Libanais qui n'étaient pas sortis de chez eux depuis longtemps. Les déplacements à travers Beyrouth sont redevenus fréquents. Mais, le soir venu, chacun retourne dans ses quartiers. Même chose dans les régions. Les villages mixtes d'avant la guerre, où cohabitaient chrétiens, chiites ou druzes, n'ont pas retrouvé leur mixité. Les maisons de ceux qui ont été chassés, ou qui ont fui d'eux-mêmes pendant la guerre, sont habitées par des étrangers, d'une autre confession religieuse. Les déplacés, comme on les appelle, ont peur de retourner dans leur village et de réclamer leur propriété. Ils sont 700 000 au Liban à vivre en squatter sur une population tournant autour des trois millions. À Beyrouth seulement, leur nombre dépasse les 250 000.

À Fanar Zaytriyé, un village de déplacés, situé à une quinzaine de kilomètres au nord-est de Beyrouth, on retrouve 1200 familles, chrétiennes pour la plupart, sauf une quarantaine qui sont de religion musulmane et qui rappellent que le village était habité par des chiites jusqu'à ce que ces derniers soient chassés par la milice chrétienne des Phalanges. Les habitants de Fanar vivent très pauvrement, sans eau courante, sans téléphone et avec moins de 12 heures d'électricité par jour, comme c'est d'ailleurs le cas partout au Liban

puisqu'il n'y a pas les moyens de payer le pétrole servant à la production de l'énergie électrique.

Une poignée de travailleuses sociales tentent de rendre la vie un peu moins pénible aux habitants de Fanar Zaytriyé. La responsable de l'équipe, Mona Khachan, affirme que leur rôle doit aller au-delà de la simple distribution de médicaments : « On est ici pour leur redonner une fierté, les aider à redevenir plus forts. Dans bien des cas, ils ne se sentent pas chez eux ici. Il faut redonner le goût de vivre à ces gens qui vivent constamment dans le passé et dans l'espoir du retour. »

Plusieurs groupes, religieux, politiques et humanitaires, déplorent le manque de volonté politique du gouvernement pour régler ce problème. Ils réclament notamment la création d'un ministère exclusivement voué à la question des déplacés. D'ailleurs, autant la reconstruction du centre-ville de Beyrouth, considérée comme une priorité par le gouvernement libanais, que le développement industriel et agricole des régions, dépendent du retour ou de la relocalisation des déplacés.

Qu'il soit déplacé ou pas, la situation financière du Libanais n'est pas reluisante, même si la seule absence de combats représente une nette amélioration de sa qualité de vie. Il doit faire face à l'augmentation des impôts qui s'annonce, à l'inflation qui

a atteint les 150 % en 1990 et à la hausse des tarifs des différents services : l'automne dernier, l'électricité avait augmenté de 1000 % par rapport à l'année précédente, l'eau de 300 % et le téléphone de 200 %. Toutes ces augmentations doivent être supportées par un salaire mensuel moyen de 295 000 livres libanaises (380 \$), alors que le minimum vital est estimé à 650 000 livres (840 \$). La situation financière de l'État n'est guère plus encourageante. En 1991, le déficit national atteignait les 61 % et le déficit prévu pour l'année 1992 est de 65 %.

Par ailleurs, la remise en état des infrastructures de base (égouts, électricité, eau, téléphone) est estimée à 15 milliards \$ (US). L'aide internationale et les investissements étrangers sont nécessaires mais se font rares. Pourquoi ? Pour une multitude de raisons : la question des otages occidentaux retenus au Liban, la présence militaire étrangère (10 % du territoire libanais est occupé par Israël et la Syrie a toujours 35 000 soldats déployés au Liban), l'absence d'infrastructures de base indispensables au milieu des affaires ou tout simplement l'absence de pétrole dans le sous-sol libanais.

Boutros Labaki, le vice-président du CDR, le Conseil de développement et de reconstruction, un organisme officiel, est plus nuancé : « La reconstruction de notre pays n'a pas avancé assez vite en 1991, c'est clair.

D'abord, parce qu'il y a eu la guerre du Golfe qui a créé un important besoin en financement qui n'était pas prévu et il y a eu l'effondrement du système communiste en Europe de l'Est qui a aussi créé de nouveaux besoins. Les investisseurs étrangers ont donc été attirés par d'autres régions du monde qui sont stratégiquement beaucoup plus importantes pour les financiers que le Liban. Malheureusement, pour nous. » Pourtant, la situation est urgente, lance Margaret Third-Tsushima, une amie du Liban rencontrée à Beyrouth et qui est aussi présidente du Conseil canadien pour les réfugiés et membre du Conseil international des organismes bénévoles : « La communauté internationale est guidée par une logique tout à fait fautive face aux problèmes libanais. Ce n'est pas dans deux ans que le Liban aura besoin d'argent, c'est maintenant. Qu'est-ce qu'on attend pour agir ? »

Les autorités libanaises ont quand même réussi à obtenir une certaine sympathie financière des Français, des Allemands, des Belges et des Italiens pour la réfection des infrastructures et aussi pour quelques projets d'éducation et d'échanges culturels. Les investissements des hommes d'affaires arabes du Golfe et de la Jordanie en prévision de la reconstruction du centre-ville de Beyrouth, l'implication éventuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, et le sens de l'initiative

est la sauvegarde de ces monuments ou sites exceptionnels, ou de valeur universelle, et dont la disparition constituerait une perte irréparable pour le monde entier. » (Le Canada compte en fait inscrire 10 sites sur cette liste, dont l'arrondissement historique de la ville de Québec).

De grandes campagnes de financement sont lancées régulièrement pour aider les pays qui n'en ont pas les moyens à entreprendre des travaux de protection des sites culturels. Angkor au Cambodge, Sanaa au Yémen, Fez au Maroc ont été bénéficiaires de ces campagnes de mobilisation des ressources de la planète.

Récemment l'Unesco s'est signalée par son action en faveur de Du-

brovnik, ville inscrite au patrimoine mondial, mise en péril par les bombardements de l'armée fédérale yougoslave. Une première équipe dépechée sur les lieux a pu évaluer les dommages, une deuxième est partie estimer les coûts des travaux à faire. Mais dans la conception que se fait Marie Bernard-Meunier du rôle de l'Unesco, il y a bien plus que la préservation des vieilles pierres : « Pour l'Unesco aussi, la crise yougoslave rejoint un autre domaine de préoccupation : celui de la coexistence de minorités culturelles. L'Unesco a toujours eu pour vocation de faire comprendre l'importance de vivre en harmonie avec des cultures et des identités culturelles diverses, et

que l'affirmation d'une identité culturelle ne passe pas par l'effacement de l'identité culturelle de son voisin ». Certaine que ces problèmes ne relèvent pas que de solutions politiques, Mme Bernard-Meunier plaide en faveur de l'éducation à la tolérance : « Je pense que le message premier de l'Unesco est un message de tolérance. »

La fin de l'affrontement idéologique entre les deux blocs, le regain de considération et de prestige accordé à l'ONU sont des développements positifs pour l'Unesco. Mais dans la grande institution de la place Fontenay, on sait que la crise financière ne sera pas facile à surmonter.

◆ Unesco

bre, en 1989.

De cette organisation aussi prestigieuse que mal-aimée, elle connaît à fond les points faibles et les carences. Simplifier dans les dossiers — « jusqu'aux oreilles » — est sa passion. Mais son rôle au Conseil exécutif est plus politique : « J'attache beaucoup d'importance au maintien de la cohésion au sein du conseil, dit-elle. On ne peut pas se permettre d'avoir un conseil qui s'épuise en conflits internes. Il faut réussir à mobiliser le conseil sur des objectifs précis, de développement des programmes, d'accroissement de la pertinence et du rôle de l'Unesco dans le monde. »

Au moment où Américains et Britanniques se sont retirés de l'Unesco, le Canada n'a pas suivi : « On a pris le parti de dire que les problèmes de l'Unesco devaient être résolus de l'intérieur », résume Mme Bernard-Meunier. « On a fait ce choix qui est tout à fait conforme à l'attitude générale du Canada vis-à-vis des organisations multilatérales, et en harmonie avec notre façon d'évaluer les performances de ces institutions ». Au passage, Marie Bernard-Meunier égratigne gentiment nos voisins : « Aux États-Unis, cette évaluation est faite presque exclusivement en fonction des intérêts nationaux. Au Canada on est plus enclin à faire à la fois la promotion des intérêts nationaux, et l'intérêt de l'organisation elle-même. On est sans doute plus multilatéraliste en politique que les Américains. »

L'Unesco accorde une place de premier plan à la promotion de l'éducation pour tous. Par le biais de

ses programmes (échanges, formation, bourses, rencontres, colloques) elle tente d'aider les pays en développement à maintenir la priorité à l'éducation. L'Unesco consacre 21 % de son budget à l'éducation. « Les budgets de l'Unesco sont ridicules ! Que faire avec 220 millions \$ par an. Combien d'universités au Canada ou aux États-Unis ont des budgets trois ou quatre fois supérieurs ! Ce que nous pouvons faire, c'est aider ces pays à formuler leur politique en matière d'éducation. On n'aura jamais les moyens de leur bâtir des écoles. »

Unanimentement reconnue comme objectif prioritaire par les pays membres (159 en ce moment), l'éducation est en progrès. L'Unesco a publié le mois dernier son premier rapport complet qui montre que l'analphabétisme est en régression pour la première fois dans l'histoire de l'humanité. Mais plus précisément c'est sur l'éducation des femmes que l'Unesco veut faire porter un effort particulier. « Car il y a des aires culturelles, où pour des raisons religieuses ou autres, les femmes et les filles ont été un peu marginalisées », explique Marie Bernard-Meunier. « Mais il est évident que l'investissement à long terme en éducation passe par les mères de demain. On voit que lorsque les mères sont éduquées, elles attachent une grande importance à l'éducation de leurs enfants. Donc le processus de l'extension de l'éducation aux filles est vital. Mais il y a des écarts considérables entre les garçons et les filles dans certaines régions du globe. Dans certains pays c'est catastrophique. »

Si l'unanimité se fait sur l'éducation, il est plus difficile à l'Unesco de s'entendre sur le développement de

la démocratie. La conception de la démocratie varie selon les pays. Marie Bernard-Meunier voit là le rôle le plus important et le plus difficile de l'Unesco : « Nous n'avons pas le mandat d'organiser des élections. Notre rôle se situe au niveau du développement d'une culture de la démocratie. L'important dans un pays, bien plus que tenir des élections, c'est de responsabiliser les citoyens. C'est une oeuvre de longue haleine qui passe par l'éducation au sens général, et l'éducation civique qui en fait partie. »

La contribution de l'Unesco au développement d'une culture démocratique doit se faire dans le respect des différences. Dans cette approche, Marie Bernard-Meunier voit une tâche exaltante qui plus que toute autre la motive : « Je crois, dit-elle, que l'Unesco doit essayer de retrouver dans les racines culturelles de tous ces peuples des fondements de démocratie. Pour que la démocratie ne soit pas perçue comme un produit d'exportation. Car je pense que dans tous les points du globe on retrouverait dans les racines traditionnelles des éléments qui ont une valeur démocratique intrinsèque. La notion de participation des citoyens par exemple existe dans toutes les civilisations sous diverses formes. La question n'est pas de savoir si un pays accepte la démocratie ou pas, mais de savoir comment on peut l'engendrer dans un pays. »

Le programme le plus connu de l'Unesco est celui du patrimoine mondial. À ce jour 322 sites naturels ou culturels ont été inscrits sur la liste. Au 1er janvier 90, 111 États avaient adhéré à la convention internationale du patrimoine dont l'objet



Le siège de l'Unesco à Paris.

MUSIQUE

Chef ou métronome ?

Orchestre Métropolitain

Dir. Jacques Beaudry : Tchaïkovski, *Ouverture « l'Orange »* op.76, *Concerto* op.35, Vladimir Landsman (violin), *Symphonie* no 6 op.74, « pathétique ». Lundi 3 février, salle Wilfrid-Pelletier.

Carol Bergeron

ON PEUT comprendre que pour faire salle comble à Wilfrid-Pelletier, l'Orchestre Métropolitain (OM) s'en remette à des formules très éprouvées. Avec le *Concerto* pour violon et la « Pastorale » de Beethoven, le *Concerto* pour violon et la « Pathétique » de Tchaïkovski, le succès est assuré d'avance. À la limite, puisque le but fut atteint lundi soir, peut-être devrions-nous nous en réjouir sans réserve.

Seulement voilà, une fois remplie la salle, reste encore à établir un dialogue imaginaire avec l'auditoire car avec Beethoven et Tchaïkovski, le concert n'est pas un divertissement anodin. Aussi, puisque tel fut le cas, pourquoi accepterions-nous, sans mot dire, des exécutions qui ne nous apportent rien et qui, par conséquent, nous laissent sur notre faim ?

Il serait un peu facile d'imputer aux seules carences acoustiques de la grande salle de la Place des Arts, les faiblesses de cette soirée. Car ces carences, certains chefs d'orchestre, certains solistes parviennent à nous les faire oublier : le temps de se concentrer sur la musique, le temps d'établir une communication intime avec le public. Ceux qui, la semaine dernière, assistèrent au concert de l'OSM dirigé par Erich Leinsdorf pourraient témoigner du profond réconfort d'une telle expérience.

À 67 ans, le Québécois Jacques Beaudry n'est plus un débutant. Il a derrière lui une carrière honorable qui s'est déroulée surtout en Europe, bien qu'à plusieurs reprises il dirigea aussi nos grandes formations instrumentales. La rumeur a récemment laissé courir qu'il serait intéressé à reprendre du service à Montréal. Ainsi, ce remplacement d'Agnès Grossmann à la tête de l'OM lui permit-il de rappeler aux mélomanes montréalais qu'il était encore capable de mémoriser des textes de Tchaïkovski.

Mais si pour certains la mémorisation conduit à l'intériorisation d'une partition, pour ceux qui s'arrêtent à la surface des notes, elle débouche tout bêtement sur le vide. Et dans la « Pathétique » — ultime et déchirant témoignage d'un homme blessé au seuil de la mort —, le vide demeure totalement insupportable.

Comment, dans cet impitoyable *Scherzo* que parcourt un souffle destructeur irrésistible, un chef peut-il se contenter de battre la mesure, comme un vulgaire directeur d'orchestre ? Cette mécanique battue affecta tous les « tempi » qui parurent toujours ou trop lents ou trop rapides. À jouer les métronomes, Beaudry en perdit d'ailleurs le sens de la pulsation qui donne son élan vital au discours musical.

Bien sûr, le *Concerto* pour violon ne possède pas la même qualité d'inspiration que la *Sixième symphonie*, mais bien joué, il crée un effet des plus agréables au goût des amateurs de musique. Devenu très populaire, il appartient cependant aux interprètes qui le dominent souverainement. Les autres, car tous les violonistes le convoient, nous imposent d'inutiles et ennuyeuses lectures.

Replié sur un jeu sans éclat, un son sans chaleur, voire petit et faux dans le premier mouvement, Vladimir Landsman se livra sans conviction à une exécution qui aurait dû être meilleure, étant donné les brillants antécédents de ce violoniste russe qui vit maintenant à Montréal. Sans doute les deux derniers morceaux furent-ils mieux défendus, mais le cœur semblait timide et la virtuosité, indifférente.

NOS CHOIX TÉLÉ

Scoop

Du journalisme comme vous en avez jamais vu. Dans les « vraies » salles de rédaction on se bidonne mais plusieurs suivent quand même avec passion. Ce soir le nouvel éditeur de *L'Express* fait la vie dure à ses cadres et Macha Grenon troque sa Porsche contre les enfants battus. (Radio-Canada, 20 h)

☆☆☆

Enjeux

Signe ultime d'amour ou maladie de société ? Jean-François Lépine et son équipe se penchent sur le phénomène des animaux de compagnie qu'on bichonne, et qui nous réconfortent. (Radio-Canada, 21 h)

☆☆☆

48 heures

Le magazine de Dan Rather rouverte (pour la nième fois) le dossier de l'assassinat de John Kennedy, dans la foulée du controversé film d'Olivier Stone. (CBS, 22 h)

— Paul Cauchon

CINÉMA / chronique

Roy Dupuis dans la peau du caporal Lortie ?

Ne manque plus à Michel Brault que la réponse de Téléfilm

Nathalie Petrowski

APRÈS AVOIR immortalisé Ovilva au petit écran et fait battre le cœur de ces dames à l'échelle de la province, après avoir troqué ses bottes de bûcheron pour la veste de cuir d'un « commercial » du Parc Lafontaine dans *Being at home with Claude*, Roy Dupuis pourrait bientôt enfilier l'uniforme militaire et se retrouver dans la peau du caporal Lortie sous la direction du cinéaste Michel Brault. D'ici quelques semaines, Téléfilm Canada décidera en effet du sort de *L'affaire Lortie*, un long métrage fictionnel relatant la fusillade à l'Assemblée nationale le 8 mai 1984 par le Caporal Denis Lortie.

Le scénario de ce long métrage circule dans le milieu depuis pratiquement trois ans et s'est buté à toutes sortes d'obstacles, le premier étant le refus du président de l'Assemblée nationale de permettre à l'équipe de cinéma de tourner sur les lieux-mêmes de la tragédie. Par la suite, les événements de Polytechnique devaient à nouveau rendre les éventuels partenaires financiers craintifs de s'embarquer dans un projet aussi politiquement et socialement chargé. Pour ne pas aider les choses, le projet émanait du milieu anglophone de Montréal, le scénario était en anglais et le producteur Ian McLaren entendait bien tourner dans les deux langues, un état de fait qui déplut à certaines âmes sensibles et francophones.

Malgré tous ces ratés, personne ne renonça au projet et celui-ci continua à faire son chemin à travers les arcanes des institutions de cinéma. Le fait que le nom de Michel Brault soit associé au projet

en rassura plusieurs, ne serait-ce que parce qu'il a déjà traité au cinéma d'un sujet aussi délicat avec *Les Ordres*, un film sur la Loi des mesures de guerre qui valut au cinéaste le prix de la mise en scène au Festival de Cannes.

Pour l'instant toutefois, Michel Brault ne veut pas parler du projet de peur qu'il n'aboutisse pas. Le producteur Ian McLaren suit la même consigne, se refusant à tout commentaire autre que la confirmation de l'existence de tel projet et du fait que son sort devrait se décider d'ici peu. À Téléfilm Canada, le film fait présentement l'objet d'une étude avancée et selon les responsables du dossier, il ne manque que l'engagement formel d'un distributeur pour que le feu vert soit donné.

Quant à Roy Dupuis, son agent a confirmé qu'il avait été approché pour le rôle il y a plus de deux ans, que l'acteur avait manifesté un vif intérêt pour le projet et qu'il espérait être libre au moment où la production se mettrait en chantier.

L'affaire Lortie devrait donc revivre à l'écran et nous faire comprendre ce qui s'est passé dans la tête d'un jeune caporal fou un certain jour de mai alors que tout a basculé pour lui et pour ses victimes, alors que l'image-même du pouvoir québécois était à jamais ébranlée.

Tous les succès du monde

PORTÉ par une rumeur élogieuse et aidé par le service après-vente de Jean-Pierre Marielle et de Alain Corneau, de passage la semaine dernière à Montréal, *Tous les matins du monde* a connu un premier week-end des plus prospères, encaissant des recettes de 30 014 \$ dans une

seule salle au Complexe Desjardins. Au cœur d'une saison passablement désastreuse pour les exploitants de salle, *Tous les matins du monde* bat donc des records d'assistance. Reste à savoir si ce vent favorable va continuer à souffler sur un film qui à partir de la semaine prochaine devra se battre contre *Les amants du Pont-Neuf* de Leo Carax et du *Being at home with Claude* de Jean Beaudin. Les paris sont ouverts.

Des films made in Canada à New York

LES AMÉRICAINS connaissent mal le Canada. Plus souvent qu'autrement, ils pensent que le Canada est une banlieue américaine ou un état voisin du Wisconsin. Pour parfaire leurs connaissances défectueuses, Téléfilm Canada et le Musée d'art moderne de New York présenteront à partir du mois de mars au célèbre musée newyorkais, une série de films « made in Canada » sous la rubrique *This film is from Canada*. Au programme, des œuvres émanant des deux solitudes, soit *Clearcut* de Richard Bugajski, *Talk 16* un documentaire de Janis Lundman et Adrienne Mitchell, *La demoiselle sauvage* de Lea Pool, *Une balle dans la tête* de Attila Bertalan et *Une histoire inventée* de André Forcier. Puisqu'aucun de ces films n'a encore été présenté aux États-Unis, on imagine qu'une telle vitrine pourra peut-être leur ouvrir la porte à une éventuelle carrière américaine. Le cas échéant, les films pourront toujours faire l'objet d'une supplémentation dans le Wisconsin.

Les vœux pieux des cinéastes québécois

DEPUIS 1986, les organisateurs des Rendez-vous du cinéma québécois posent une question aux cinéastes qui y présentent leur film. Les cinéastes sont invités à y répondre par écrit dans le programme des rendez-vous. Les questions changent avec les saisons et les courants de pensée. Cette année, on a demandé aux cinéastes de faire un vœu et les cinéastes y sont allés de leurs vœux plus ou moins pieux.

Le cinéaste Jean-Daniel Lafond souhaite d'avoir assez de laine sur le dos pour entrer dans le Dictionnaire du cinéma québécois, pour que cesse le regard moqueur de son épicière et pour que sa vieille mère ne le soupçonne plus d'exercer dans la honte une profession douteuse. Si son vœu est exaucé, il promet de faire un pèlerinage au Festival de Blois par National et d'en revenir (?). Yves Lafontaine souhaite gagner la 6-49, voir ses cheveux arrêter de tomber et faire du cinéma jusqu'à ce qu'il devienne sénile. Plus poète, Martin Lessard souhaite que lorsque le Grand Tourneur Céleste au Mixage Final le mettra au Panier à Chutes, que l'on conserve ses rides de souris comme la preuve que la vie est un drôle de cinéma. Michka Saäl souhaite que l'an prochain il se fasse 10 films à 300 000 \$ plutôt que 2 à 1,5 million, que Piat soit canonisé, qu'Antonioni fasse un nouveau film et que l'on interdise définitivement la sloche. Quant à Jeanne Crépéau, elle souhaite que la semaine ait quatre jadis pour que Bourassa s'achète une nouvelle paire de lunettes et trouve une meilleure job à son copain Charles Denis, le grand manitou de la SOGIC. Comme quoi, on peut toujours rêver...



Roy Dupuis



Clown d'or pour le Cirque du Soleil

(PC) — Le quatuor des jeunes contorsionnistes du Cirque du Soleil formé de Nadine Binette, 14 ans, Isabelle Chassé, 15 ans, Jinny Jacinto, 15 ans, et Laurence Racine, 13 ans, a remporté le Clown d'or ainsi que le prix spécial Amis du Cirque lors du 16e Festival international du Cirque de Monte Carlo qui se termine aujourd'hui.

Le Clown d'or est le plus prestigieux prix mondial décerné aux professionnels du cirque.

Les jeunes contorsionnistes ont présenté un numéro extrait du spectacle *Nouvelle expérience*, qui a été vu par 1 500 000 de spectateurs lors de la tournée nord-américaine 1990-91 du Cirque du Soleil.

Le Cirque du Soleil en était à sa première participation à ce festival.

Les jeunes contorsionnistes avaient également obtenu la médaille d'or lors du Festival du Cirque de l'Avenir, à Paris, en 1990.

Deux autres membres du Cirque du Soleil, Karyne et Sarah Stéven, ont mérité de leur côté la médaille d'or lors du 15e Festival Mondial du Cirque de Demain, à Paris.

« Ces prix sont le symbole d'une reconnaissance mondiale de notre singularité et confirme huit ans d'effort pour l'équipe du Cirque du Soleil », a déclaré Gilles Ste-Croix, vice-président à la création.

Les contorsionnistes reviendront à Montréal demain. Elles repartiront au mois d'avril pour le Japon où elles participeront à la tournée japonaise du Cirque du Soleil intitulée *Fascination*.

Par ailleurs, les représentations du nouveau spectacle nord-américain du Cirque du Soleil débuteront à Montréal le 23 avril prochain, a annoncé le directeur des communications, Claude Bergeron.

Remous à Granby

GRANBY (PC) — Des remous agitent le Festival international de la chanson de Granby. Le directeur général Marc Morin n'est plus en poste depuis le 27 janvier et un directeur par intérim, Paul O'Neil, a été nommé.

Le président ex-officio, Daniel Laplante, parle officiellement « d'absence indéterminée », affirmant qu'il ne s'agit ni d'un congédiement ni d'une démission. La situation sera éclaircie demain, à la suite de la prochaine rencontre du conseil d'administration.

Le retrait du directeur général, officiel depuis une semaine, a été décidé conjointement par les deux parties, a affirmé M. Laplante.

Précision

UNE erreur doublement malencontreuse de jour et de mois dans ces pages hier : la Journée de la musique de chambre en continu sous l'égide du Conservatoire de musique de Montréal aura lieu le samedi 7 mars et non samedi prochain. Rendez-vous donc dans près d'un mois au 100, rue Notre-Dame est, pour entendre les anciens compositeurs, les professeurs et les étudiants de cette institution.

On souhaite un chef associé à l'OM

Marie Laurier

LES MUSICIENS de l'Orchestre Métropolitain ont attendu jusqu'au dernier concert Tchaïkovski de lundi soir dernier à la Place des Arts pour signifier à l'administration leur refus de travailler désormais sous la baguette du maestro Jacques Beaudry. Ce dernier a pourtant accepté de remplacer à pied levé le chef attitré Agnès Grossmann, retenue chez elle par la maladie. C'est pour cette même raison qu'elle avait cédé le podium à son mari, Rafi Armenian, lui-même chef d'orchestre, pour la direction du concert Beethoven du mois de janvier. En raison de ses engagements, M. Armenian n'avait pu cette fois remplacer sa femme au podium pour le Tchaïkovski.

Mais de l'avis de Pierre Savoie, président du Comité des musiciens de l'OM qui confirme avoir signé cette lettre avec les quelque 50 autres musiciens de l'orchestre, le problème ne se situe pas uniquement autour de M. Beaudry mais de la nécessité d'avoir une fois pour toutes un chef associé, ce qu'ils comptent faire valoir auprès de l'administration. Il ne nie toutefois pas la malaise ressentie par les musiciens devant le style de direction de Jacques Beaudry. Mais il refuse pour l'instant de préciser les raisons de ce malaise.

Joint hier à son domicile, Jacques Beaudry qui a une longue et imm-

pressionnante carrière à la direction d'orchestre ici et en Europe, disait tout ignorer de la lettre des musiciens, d'autant plus que les six concerts qu'il a accepté de diriger à quelques heures d'avis ont remporté un énorme succès, notamment celui de lundi soir devant les 3 000 personnes réunies à la salle Wilfrid-Pelletier. « Des musiciens de l'OM m'ont même applaudi », souligne Jacques Beaudry. Tout le monde a joué avec cœur et enthousiasme et pendant les répétitions et les concerts, j'ai reçu une coopération totale et exceptionnelle de la part et des musiciens et des publics. »

Fort de sa longue expérience dans le milieu artistique, M. Beaudry, chef d'orchestre indépendant, juge tout à fait inopiné ce soi-disant malaise entre lui et les musiciens de l'OM et n'entend nullement en démentir l'origine : « Je ne m'occupe pas de la magouille qui peut exister autour de ma personne, cela n'enlève rien à ma sérénité. Je demeure au-dessus de la mêlée et tout ce que l'on peut dire de négatif sur mon compte, surtout dans mes rapports avec les musiciens de l'OM, tout cela n'est que bilévesée. Je suis un musicien, je le demeure, et je n'ai rien du chef d'entreprise. »

Et M. Beaudry de rappeler ses états de service à la direction des meilleurs orchestres d'ici et à l'étranger, notamment en France où il a vécu une grande partie de sa car-

rière. Il fut, entre autres, le premier chef d'orchestre canadien à diriger à l'Opéra de Paris, totalisant dans ce théâtre plus de 150 représentations de 1967 à 1972. « Plus on s'élève, plus on s'isole », nous dit encore M. Beaudry laissant ainsi entendre qu'une carrière comme la sienne provoque forcément un sentiment de curiosité, sinon d'envie, dans le milieu artistique.

Tout en admettant avoir reçu hier matin une lettre du Comité des musiciens réclamant de ne plus travailler avec Jacques Beaudry, et sans en dévoiler le contenu, la directrice générale de l'OM, Mme Marie Rémillard, devrait répondre ces jours-ci : « Pour l'instant, l'enregistrement du Prokofiev occupe tout notre temps et nous commençons d'ailleurs aujourd'hui même à la salle Claude-Champagne. Mais je peux vous affirmer que nous sommes tout à fait reconnaissants à M. Beaudry d'avoir accepté de remplacer Mme Grossmann. Ce n'est pas tout le monde qui aurait pu s'acquitter de cette tâche avec autant de disponibilité, et de surcroît à quelques heures d'avis. Ce fut un privilège pour nous et pour les musiciens de pouvoir compter sur un chef de sa trempe. D'ailleurs le succès des concerts témoignent de sa compétence. »

Mais Marie Rémillard ne cache pas que cette situation suscite un problème de fond pour l'Orchestre Métropolitain, soit celui de la nomi-

nation d'un associé au chef attitré lorsque ce dernier doit s'absenter pour cause de maladie ou toute autre raison. « Notre orchestre a atteint un professionnalisme qui justifierait sans doute la nomination d'un chef associé, croit-elle, ce à quoi nous devons procéder incessamment, de façon à éviter une déstabilisation de l'orchestre. D'autant plus que la réponse du public dépasse toute nos espérances. Le nombre de nos abonnés a augmenté de 26 % cette saison, et cela en dépit de la récession qui frappe douloureusement les organismes culturels. Nous serons certainement appelés à revoir la structure de la direction de l'orchestre de façon à assurer une continuité dans le rendement. »

M. Pierre Savoie, président du Comité des musiciens, se dit en parfait accord avec la nomination d'un chef associé. Et sans vouloir divulguer lui non plus la teneur de la lettre — elle est signée par le Comité des musiciens et les musiciens — avant d'en avoir discuté avec les intéressés, il confirme toutefois qu'elle évoque le souhait de ne plus travailler avec Jacques Beaudry qu'il considère par ailleurs un chef « ayant une impressionnante feuille de route », mais avec une personne qui n'aurait plus à être choisie et propulsée à la dernière minute et qui n'a pas suivi de près l'évolution et le rendement des musiciens.

SCIENCE

Le loisir scientifique connaît un véritable boom au Québec

Mais les cours de science continuent d'être boudés dans les écoles

Luc Dupont

LE QUÉBEC vit en ce moment un engouement extraordinaire pour le loisir scientifique. Mobilisation de clubs-sciences dans les écoles, multiplication d'expositions scientifiques, lancement de nouveaux programmes d'animation, création d'un mouvement international, depuis cinq ans les moteurs tournent à plein régime.

Ces observations ressortent d'une série d'entrevues réalisées récemment par LE DEVOIR avec une dizaine d'intervenants du milieu du loisir scientifique québécois.

Ainsi, selon les plus récentes compilations du Conseil de développement du loisir scientifique (CDLS), le nombre d'exposants aux Expo-sciences sont ces rassemblements populaires qui permettent à des jeunes des niveaux primaire, secondaire et collégial, de venir présenter au public le fruit d'expériences ou de recherches originales : démonstration de moteurs d'autobus fonctionnant au gaz naturel, fabrication de papier à base de biotechnologies, création d'un vent électrique, etc.

Le mouvement est si populaire que l'on a dû l'an dernier contenir le nombre d'entrées aux finales régionales, qui avait atteint en 1990 un sommet record de 2011 exposants. On a dû également ouvrir pour la première fois, dans la région de Montréal, une finale consacrée exclusivement aux élèves du niveau primaire. Enfin, ce concept de *science-spectacles* a connu une ferveur telle que l'on a commencé à le copier, par les Expo-sciences internationales, à travers le monde, dans les pays d'Afrique, d'Amérique latine et même dans l'ex-URSS.

« C'est plus qu'un boom, c'est une vague de fond, affirme Françoise Lavigne, directrice des communications au CDLS. C'est en train, par exemple, de faire naître le mouvement des clubs-sciences dans les écoles secondaires. » Un premier réseau est d'ailleurs en construction dans la région de Québec-Chaudières-Appalaches et pourrait rassembler d'ici deux ans une cinquantaine de clubs.

Une nouvelle formule d'animation

scientifique fait également ses premiers pas cette année dans plus de 25 écoles primaires du Québec. Il s'agit des *Laboratoires des débrouillards*, une activité qui s'inscrit dans la foulée du magazine *Les Débrouillards* et de l'émission de télé du même nom. Des jeunes de neuf à 12 ans, accompagnés d'un animateur, sont appelés à réaliser des expériences et diverses activités à caractère scientifique, dans le cadre d'ateliers échelonnés sur 30 semaines.

Enfin, le Québec continue à jouer les maîtres d'œuvre dans le domaine du loisir scientifique international, occupant cette année les fauteuils de président et de secrétaire du MIL-SET, le Mouvement international pour le loisir scientifique et technique, qu'il a contribué à créer en 1987 et qui regroupe aujourd'hui 42 pays.

L'étonnante popularité du loisir scientifique québécois peut s'expliquer de diverses manières. Françoise Lavigne l'attribue justement à la grande visibilité qu'ont apportée au mouvement les Expo-sciences internationales. « C'est ce moment-là que les gros commanditaires tels Bell ou Hydro-Québec ont choisi pour embarquer dans l'aventure, ce qui nous a permis par la suite de faire une publicité encore plus soutenue dans les écoles. » La première Expo-sciences internationale avait eu lieu au Québec, à l'Université Laval, en 1987.

D'autres comme Michel Bertrand, ex-animateur de clubs-sciences au Collège Bourget de Rigaud, remontent encore plus loin et parlent d'une tradition du loisir scientifique au Québec. Il est bien sûr question du Frère Marie-Victorin et des nombreux Cercles des jeunes naturalistes (CJN), qui marquent les débuts du mouvement. On évoque aussi abondamment la grande période des collèges classiques de la fin des années 50, dans lesquels le loisir scientifique atteindra des sommets étonnants. On verra pulluler dans certaines institutions jusqu'à trois ou quatre clubs-sciences.

« C'est vers cette époque qu'apparaîtront les premières Expo-sciences », se souvient Michel Bertrand. Et c'est à ce moment-là aussi que se tiendront dans la province les importants Congrès de jeunes scientifiques — « réplique jeunesse si on veut des Congrès de l'ACFAS » — qui réuni-



La tradition du loisir scientifique au Québec remonte au frère Marie-Victorin. On le voit ici, animant les jardinets d'écoliers au Jardin botanique de Montréal.

ront à chaque fois près de 3500 étudiants d'universités et de collèges. « Ce qui a toujours fait notre force, pense Michel Bertrand, et c'est peut-être ce qui explique la grande vitalité actuelle, c'est que le Québec a toujours bien su organiser son loisir scientifique. »

Isabelle Gauthier, étudiante en sciences pures au Collège de Saint-Jérôme, n'était pas née à cette époque. Mais, à 16-17 ans, elle a vécu intensément l'aventure du loisir scientifique moderne. Avec sa copine Isabelle Chapados, elle a imaginé en 1988 un projet d'Expo-sciences pour le moins ambitieux : créer une méthode de production de gaz méthane à partir de déchets bio-domestiques. Opiniâtres, les deux filles investissent 1000 heures (deux ans de travail), dans leur recherche. La qualité de leur projet est telle qu'elle leur vaut de représenter leur région à la grande finale provinciale des Expo-sciences d'où elles sortent gagnantes !

Elles sont alors envoyées à Saint-Jean, Terre-Neuve, pour la grande finale pan-canadienne où elles gagnent encore ! Elles sont finalement lancées à Brest en France sur la grande scène de l'Expo-sciences internationale de 1989 et... « là on n'a pas gagné », dit Isabelle Gauthier. À ce niveau, les projets n'étaient plus du domaine compétitif, l'événement étant davantage axé sur les échanges entre les représentants de chaque pays.

Pour elle, le loisir scientifique aura été un grand révélateur. Il lui aura certes appris à mieux communiquer en public, à être plus rigoureuse dans son cheminement, mais plus important encore « il m'a permis de ne pas décrocher des sciences ». Elle avoue sans ambages : « Au secondaire, je trouvais les cours de science ennuyants, les profs « plates » et les expériences qu'on nous proposait si *noumoumes* que je me suis dit un jour : si c'est ça les sciences, je démissionne ! »

C'est le loisir scientifique qui la retiendra en extrême dans le bateau. Si bien qu'aujourd'hui, Isabelle est bien en selle sur une carrière scientifique, l'océanographie, qu'elle poursuivra l'automne prochain à Rimouski.

Le peu d'intérêt que suscitent les cours de sciences chez les Québécois n'est pas nouveau. Encore en 1989, un sondage pancanadien commandé par la chercheuse Edna Einsiedel, de l'Université de Calgary, plaçait le Québec bon dernier parmi les provinces canadiennes quant au niveau de culture scientifique. Dans une étude de 1990, 50 % des Québécois adultes interrogés percevaient l'astrotologie comme une science.

Au moment où le loisir scientifique atteint des sommets inégalés, n'est-il pas paradoxal de constater un désintérêt marqué vis-à-vis des cours de sciences ? « Il y a un sérieux problème quelque part », répond tout de go Lévis Lemire, professeur de mathématiques aujourd'hui co-dirigeant du Conseil du

loisir scientifique de Québec. « Et, on ne le règlera pas avec le loisir scientifique... »

— Pourquoi ?

« Parce que ce n'est pas là sa mission, poursuit-il. Le loisir scientifique doit demeurer une activité ludique, un jeu, une aventure à l'état pur, avec tout ce que cela suppose de gratuité et de spontanéité. » « Son rôle est d'ouvrir la curiosité (comme on dit ouvrir l'appétit), de pousser à s'informer mais non pas de donner de l'information » (1).

— Mais alors ?

« Le mieux que l'on puisse attendre du loisir scientifique — et ce sera déjà beaucoup — c'est qu'il permette aux jeunes de s'éveiller à la science », lance pour sa part l'initiateur du mouvement des *Débrouillards* au Québec, Félix Maltais. C'est d'autant plus important que la science est en train de devenir partie intégrante de la culture. Elle débordait aujourd'hui le strict cadre « économie-compétitivité » pour investir tout le champ social : environnement, bébé-éprouvettes, acharnement thérapeutique. L'individu de demain aura de plus en plus besoin de la science s'il veut participer à la vie de son temps.

Pour le reste, il faudra attendre que l'école fasse ses propres transformations, qui ont d'ailleurs déjà commencé. Le ministère de l'Éducation mène depuis 1989 une réforme des cours de sciences aux niveaux secondaires 4 et 5. Depuis septembre 1991, un tout nouveau cours de sciences physiques est offert aux élèves de 4^e secondaire. En septembre 1992, ce sera au tour des cours de physique et de chimie de 5^e secondaire d'être remplacés.

Comptons donc pour l'instant sur la grande vitalité du loisir scientifique pour entretenir la passion des sciences. Dans quelques semaines, c'est à Chicoutimi que l'on se donnera rendez-vous pour la grande panquébécoise des Expo-sciences. Sudbury suivra avec la pancanadienne. Quant à la prochaine Expo-sciences internationale, elle aura lieu en 1993 à Amarillo au Texas. Au rythme où vont les choses, peut-être sommes-nous en train de préparer, sans le savoir, une véritable génération du *science-boom* pour l'an 2000.

1— Extrait de Martine Mauriras Bousquet, *Théorie et pratique*, éd. Economica, coll. la vie psychologique, 1984

Hipparcos, l'arpenteur du ciel

Le satellite Hipparcos met les bouchées doubles pour dresser un atlas du ciel d'une précision inégalée

Catherine Vincent

Le Monde

VOUÉ À L'ÉCHEC, « rattrapé » de justesse, aujourd'hui loué par tous : depuis son lancement-catastrophe en août 1989, le destin du satellite Hipparcos reste décidément imprévisible. « Partielle et incertaine » il y a seulement un an, sa mission est depuis lors devenue un « succès total ». Et le sourire est revenu aux responsables de l'Agence spatiale européenne (ESA), qui ont présenté à Paris, le 17 janvier dernier, les premiers travaux scientifiques de ce satellite unique au monde.

Le mercredi 9 août 1989, lorsque la fusée Ariane quitte pour la 33^{ème} fois le sol guyanais de Kourou, les astronomes européens n'ont d'yeux que pour elle. Dans sa coiffe, Hipparcos : le premier engin spatial d'astrométrie jamais embarqué, l'enfant chéri de l'ESA, auquel elle vient de consacrer 2,5 milliards de francs (environ 500 millions \$) et 10 ans d'aventure industrielle, celui que l'on appelle déjà « l'arpenteur du ciel ». S'envole vers son orbite géostationnaire, à 36 000 kilomètres d'altitude.

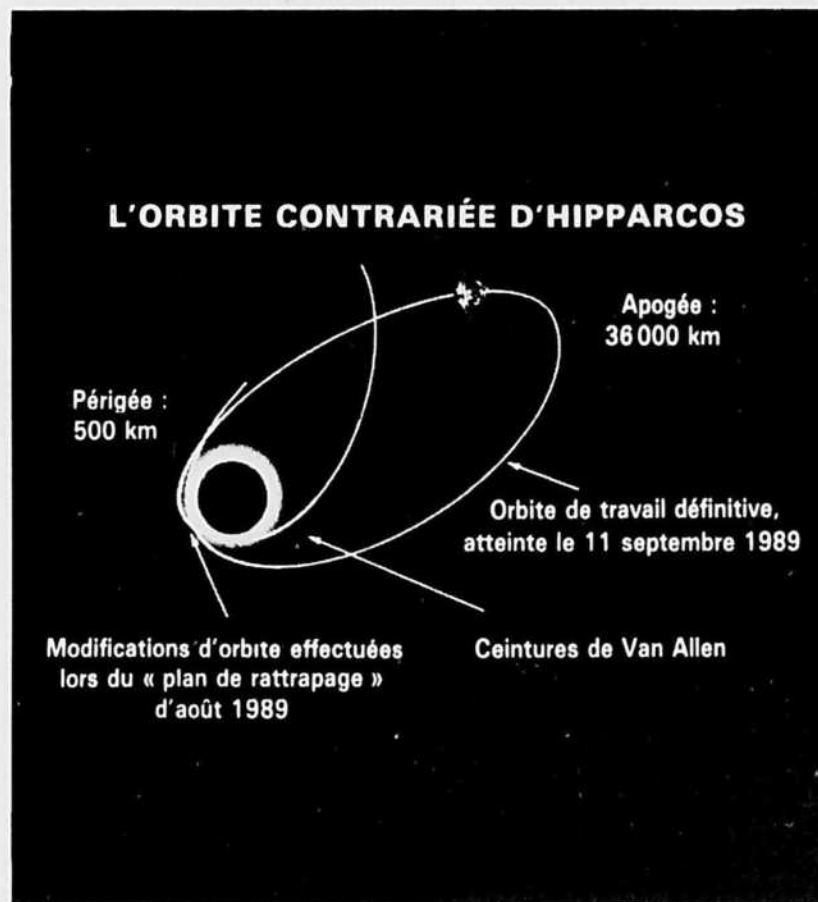
Sa mission ? Établir durant deux ans et demi les positions, mouvements et parallaxes de 120 000 étoiles : une tâche au-dessus des forces du plus puissant télescope terrestre, en raison des turbulences de l'atmosphère. Son atout maître ? Un pouvoir de séparation de deux millièmes de seconde d'arc : de quoi identifier une

balle de golf placée à 5000 kilomètres d'un observateur. Sa faiblesse ? Une vulgaire panne de moteur...

Éclipses solaires

Deux jours après le lancement, les responsables de l'ESA doivent se rendre à l'évidence : la mise à feu du moteur d'apogée d'Hipparcos refuse de s'effectuer, bloquant le satellite sur une orbite de transfert basse et extrêmement elliptique. En désespoir de cause, les ingénieurs du Centre de contrôle de Darmstadt (Allemagne) se résignent à employer ses moteurs à hydrazine. Normalement destinés au contrôle d'altitude, ceux-ci permettent, quelques semaines plus tard, de stabiliser le satellite sur une orbite de secours, opérationnelle, toujours elliptique mais légèrement plus élevée (voir schéma ci-contre). L'honneur est sauf, mais l'optimisme n'est plus de mise.

Tous les astronomes le savent, Hipparcos, pour mener à bien sa mission, ne peut désormais plus compter que sur la chance. Et les obstacles sont multiples. Sur son orbite de « rattrapage », le satellite ne pourra observer chaque étoile, au total, que trois ou quatre fois, au lieu des 80 prévues à l'origine. De plus, cette orbite elliptique l'oblige à traverser, deux fois par jour, les ceintures de Van Allen. Une zone où sévissent de fortes radiations cosmiques, susceptibles de mettre à mal ses panneaux solaires et certains de ses composants électroniques.



« Plus préoccupant encore, ce mauvais départ risquait de réduire considérablement sa durée de vie », rappelle-t-on à l'ESA. Lorsqu'il entre dans l'ombre des éclipses solaires, nombreuses sur son nouveau parcours, Hipparcos, en effet, n'a pour s'alimenter que l'énergie de ses batteries — laquelle, contrairement à celle du Soleil, n'est pas inépuisable. En mars dernier, lors d'une éclipse particulièrement longue (104 minutes), l'épreuve ne fut d'ailleurs surmontée que de justesse : un plan d'urgence dut être appliqué au satellite depuis la Terre, mettant provisoirement hors circuit certains éléments de sa charge utile afin de ne pas épuiser totalement ses réserves d'énergie.

Les scientifiques, à l'époque, restaient donc extrêmement prudents. Hipparcos, certes, avait survécu. Mais rien ne permettait encore d'affirmer qu'il mènerait à bien l'essentiel de sa mission. Un an plus tard à peine, les discours a changé du tout au tout. Les instruments de mesure ? Ils fonctionnent à merveille. Les panneaux solaires ? Radiations ou pas, ils résistent. « Les difficultés que nous avons connues sont toutes derrière nous », n'hésite plus à affirmer Roger-Maurice Bonnet, directeur des programmes scientifiques de l'ESA. D'autant que l'arpenteur du ciel, comme pour rattraper ses manques, met les bouchées doubles : les milliers de mesures de parallaxe (1) qu'il fournit actuellement aux scientifiques sont d'une précision « excellente », plus grande en-

Le ciel en chiffres

À L'OEIL nu, lorsque le ciel est dégagé et que la Lune ne brille pas, moins de 4000 étoiles sont perceptibles d'un point donné de la Terre. On passe à près de 300 000 avec une bonne paire de jumelles, à plus de 3 millions avec un télescope d'amateur. Les objectifs des plus puissants télescopes terrestres en captent plus d'un milliard, et notre galaxie en compte vraisemblablement cent fois plus. Quant au nombre d'étoiles que contient l'Univers, personne, sur ce point, n'ose véritablement se prononcer...

core que ce qui était initialement prévu.

Voir pousser les cheveux

« Si mes yeux possédaient le même pouvoir de séparation et que je vous observais à 10 mètres de distance, je verrais vos cheveux pousser d'un millionième de seconde-arc », affirme très sérieusement Michael Perryman, responsable scientifique du projet à l'ESA. Et d'ajouter que, « sur les 120 000 étoiles présélectionnées, 18 000 ont déjà été étudiées avec une précision de l'ordre de 2 millièmes de seconde-arc » : Hippar-

cos surpasse toutes les espérances, les mauvais souvenirs s'estompent. On peut, à nouveau, parler de science.

Car Hipparcos, une fois la position des étoiles établie dans le plan du ciel, permettra aux astronomes de déterminer la distance réelle qui les sépare les unes des autres. Autrement dit d'aborder la troisième dimension, de faire la part du lointain et du proche. Pour aboutir, peut-être, à une modification radicale de notre échelle du système stellaire.

« Ces mesures de distance seront progressivement introduites dans des modèles d'évolution stellaire, qui permettront à leur tour de préciser les théories concernant notre galaxie et sa formation », résument les astronomes, en précisant que le satellite a déjà identifié plusieurs toiles variables (pulsars), ainsi que « plus de 3500 étoiles doubles ».

Du travail gigantesque que leur donne Hipparcos, chercheurs et ingénieurs parlent moins volontiers. Par modestie sans doute, ou peut-être parce qu'ils le connaissent trop bien. Il faut savoir, pourtant, que le traitement des données que leur envoie 16 heures par jour le satellite — « plusieurs milliards de bits » — s'apparente à la reconstruction d'un gigantesque puzzle, dont aucune pièce n'a de signification réelle avant d'être placée à sa juste place.

Lutte contre le temps

La tâche, depuis un an, occupe une centaine de chercheurs européens, issus de nombreuses disciplines scientifiques. « Nous savons désormais que les pièces sont toutes là, et qu'elles s'adaptent les unes aux autres », conclut Michael Perryman, et nous pouvons affirmer que leurs conséquences pour la connaissance de notre galaxie seront spectaculaires. » « Les données d'Hipparcos donneront du travail aux astronomes pendant au moins 10 ans », renchérit Catherine Turon, astrophysicienne au CNRS et responsable de l'un des quatre consortiums qui ont dressé le

catalogue d'étude de la mission.

Les 120 000 étoiles pointées par le satellite, en effet, ne constitueront pas seulement le catalogue stellaire le plus précis jamais établi par l'homme (voir encadré). Elles permettront aussi de réévaluer la taille de l'Univers, de sonder l'incommensurable à l'aide d'un système de référence infiniment plus fiable que celui dont on dispose aujourd'hui. De mesurer l'éclat des étoiles, et même d'établir pour chacune d'entre elles des « courbes de luminosité », précieuses sources d'informations sur leur évolution (passée et future) et celle des structures célestes auxquelles elles appartiennent.

Moyennant quelques sœurs froides, la mobilisation au sol de deux stations d'émission-réception supplémentaires — l'une à Perth (Australie), l'autre à Kourou (Guyane) — et une substantielle rallonge budgétaire (2), Hipparcos n'aura donc pas failli. Ceux qui l'ont parrainé ont retrouvé leur enthousiasme. Ils savent, bien sûr, que tout n'est pas encore joué : les derniers mois d'observation — fin 1992 ou début 1993 — seront essentiels pour le plein succès de la mission d'Hipparcos, ce moment attendu par tous où se mettront en place toutes les pièces du puzzle.

Les chercheurs, même les plus confiants, ne peuvent exclure que cette lutte contre le temps ne se solde par une nouvelle déception. Mais la douche écossaise qu'Hipparcos leur envoie depuis un an et demi les a quelque peu aguerris, et ils préfèrent ne pas même y penser.

(1) La parallaxe est le déplacement angulaire de la position apparente d'un corps céleste observé de deux points très distants l'un de l'autre. De valeur très faible, elle est exprimée en secondes d'arc : 1 seconde d'arc égale 1/3600 de degré.

(2) Près de 200 millions de francs (40 millions \$), soit une augmentation d'environ 8 % par rapport au budget initialement prévu (2,5 milliards de francs pour l'ensemble de la mission).

D'Hipparque à Tycho

LE PLUS ancien catalogue stellaire à être parvenu jusqu'à nous fut établi par Ptolémée (11^e siècle ap. J.-C.). Pour l'essentiel, il reprenait en les précisant les mesures effectuées trois siècles plus tôt par Hipparque. Ses 1022 étoiles et 48 constellations servirent de référence durant tout le Moyen Âge, et il fallut attendre l'astronome danois Tycho Brahe (1546-1601), inventeur du « quadrant mural », pour que soit véritablement inaugurée l'ère de l'astronomie de précision.

Le quadrant mural ? Une simple construction de bois, de 1,6 mètre de rayon, par laquelle on mesurait le ciel à travers des fentes. Mais Tycho l'avait graduée en minutes d'arc, et il effectuait ses observations avec une scrupuleuse régularité. Un an après sa mort, 20 ans après son installation sur l'île danoise de Hven que Frederic II lui avait octroyée, son catalogue était publié. Il comportait un peu moins d'étoiles que celui de Ptolémée ; mais ses mesures, avec une incertitude de une minute d'angle seulement, dépassaient en précision, et de très loin, toutes celles effectuées auparavant.

Quelques années plus tard, Galilée inventait la lunette astronomique. L'observation du ciel changeait de nature. Après le temps des catalogues « de précision » (celui de la Société astronomique allemande, dont la première édition fut publiée de 1890 à 1924, fournissait les positions de 188 048 étoiles avec une précision moyenne de 0,15 seconde-arc), vint celui des catalogues « fondamentaux ». Ces ouvrages de référence, régulièrement remis à jour, ne comportent qu'un petit nombre d'étoiles (1535 pour la dernière édition, publiée en 1963). Mais celles-ci, réparties dans tout le ciel, ont été localisées avec une précision inégale jusqu'alors.

Hipparcos fera-t-il mieux ? En tout état de cause, il fera beaucoup plus. À côté des 120 000 étoiles présélectionnées pour sa mission, le satellite astrométrique de l'ESA effectuera en effet de nombreuses mesures de photométrie. Une méthode infiniment moins précise que celle de la parallaxe, mais qui portera, elle, sur 1 million d'étoiles. Le nom de l'expérience ? Tycho, évidemment...

L'irruption du Pinatubo menace la couche d'ozone au-dessus de l'Europe

LONDRES (Reuter) — Les effets de l'éruption du Pinatubo, l'an dernier aux Philippines, menacent maintenant la couche d'ozone au-dessus de l'Europe du Nord, ont déclaré lundi des savants.

Le volcan a projeté des nuages de fumée et de cendre à près de 25 km d'altitude, ce qui a multiplié par 10 la concentration de gaz nocifs en basse stratosphère, selon ces savants, qui travaillent pour le Programme de recherche européen sur l'ozone stratosphérique en Arctique.

Aux États-Unis, des chercheurs

américains ont par ailleurs déclaré que la destruction de la couche d'ozone atteignait cet hiver des niveaux alarmants de la baie d'Hudson, au Canada, jusqu'à l'Europe, où la zone menacée s'étend de Londres à Moscou, en passant par Amsterdam.

Il n'existe pas encore de « trou » dans la couche d'ozone au-dessus de l'hémisphère nord, comme cela est observé au-dessus de l'Antarctique depuis trois ans à chaque printemps, mais les chercheurs de la NASA estiment sa formation plus que probable avant l'an 2000.

LES ANNONCES CLASSEES 286-1200

INDEX DES REGROUPEMENTS DES RUBRIQUES

100-199 Immobilier — Résidentiel

200-299 Immobilier — Commercial

300-399 Marchandises diverses

400-499 Offres d'emploi

500-599 Services

600-699 Véhicules automobiles

900-999 Avis

100 Visites libres

OUTREMONT, cottage, semi-détaché, côté soleil, 4 chambres, jardin, garage, rénové, excellent état, 289 000\$. Occupation rapide. 382 Quétres 14h à 16h. 843-5078, 495-9474.

101 Propriétés à vendre

ACHETE tout genre de propriété. Michel 529-3426.

AMUNISTIE, cottage détaché rénové, secteur paisible, 289 000\$. Agent d'habiter 389-7555.

BOISBRIAND, coquet bungalow, entièrement rénové, 2 grandes chambres, tourbillon, foyer, 2 s/bains, famille, grand terrain 11 900 p.c., très privé, arbres adultes, pisc. creusée chauffée, thermo, garage, beaucoup d'extras, près tous services, à voir absolument, prix 139 000\$. 435-1012, 435-3531.

BORD DE L'EAU, île de Montréal, sur rivière des Prairies à Roxboro (navigable), maison 3 chambres, terrain 5200 p.c. Occupation immédiate. 199 500\$. 684-5987.

BOUL GOUIN, prêt Acadie, un coin de campagne en pleine ville, vue sur la rivière, maison victorienne, rénovée, grand terrain paysager, 2 foyers, 333-0265.

BROSSARD "B", Split, 3 c/c, cuisine et s/bains rénovés, toit refait 90, foyer, garage, près écoles et autobus, pos d'agents 121 900\$. 700-2471, 301-658-9202.

CARTIERVILLE Split, 9 pièces, 2 s/b, garage, grand terrain. 199 000\$. 931-8597.

CENTRE-EST, charmant cottage ensolleillé, foyer, mur de briques, belle cour avec terrasse, extra, près du métro, 138 000\$. 527-0135.

102 Divers

BUNGALOW, 4 chambres, vue tranquille, entièrement rénové, thermo-pompe, foyer, à manger, piscine, garage et encore. Faut voir 665-0646.

FABREVILLE-LAVAL. Bung. 4 c.c., 2 s/bains, foyer, piscine, extra, 119 000\$. Agents d'habiter 625-5836.

LA SALLE: DUPLEX, 1er étage libre. Tout rénové, 2 grands 4 1/2, 149 000\$. Réalt. Suzanne Morin, Mtl. 766-2747, 363-4633.

LORRAINE, boul. Val d'Ajol, dubaïne, cottage géorgien, rénové, toit refait octobre 91, 3 s/bain, planches de bois franc, foyer, piscine creusée, grand terrain, vente rapide, 2 s/bains, 965-1472.

MASCOUCHE, Split 88, po d'extra. Vendeur 912-407-3033.

MÉTRO BEAUGRAND, 5 1/2 rénové, 124 000\$. 588-5557.

N.D.G. sans argent. Aubaines. Très belle maison Lambert, de caractère, coquet, boiserie, 10 pièces, Split, 2 s/bains, cuisine moderne, garage, jardin. Excellent état. 249 000\$. 485-2956.

OUTREMONT EN HAUT, semi-détaché. Me Dagenais 381-3242, 484-1737.

PLATEAU, charmant cottage récent, de belle apparence, sur 2 étages à 100 p.c., foyer, puits de lumière, bien aménagés dans secteur résidentiel, cour paysager, 2 p.c. du métro. Mont. Royal, sans intermédiaire 529-5360.

RAWDON, centre-ville, triplex, 79 000\$. 834-3404.

ROSEMONT, triplex avec garage, bain, 199 000\$. L. Asenault 728-7121, imm. Soleil 671-7464.

ST-LAMBERT, bungalow entièrement rénové, impeccable, 3 c.c., foyer, garage. Son 671-5766.

ST-LAMBERT, cottage, 4 c.c., foyer, sous-sol fini, près des services. Vente privée 671-4350.

STE-DOROTHÉE, bungalow 9 pièces, 2 s/bains, 2 foyers, piscine creusée, rfr. payées, près des autoroutes, moins de 200 000\$. 489-0772.

TERREBONNE, condo 4 1/2, 2 salles de bain, foyer, garage, ascenseur, 115 000\$. Réalt. 99 500\$. Fortes offre, faut vendre. 994-1601.

OUTREMONT, 2 étages, grand condo 1985, 1er étage, 2 c.c., bien éclairé, extra, 95 000\$. 721-3100.

ST-HUBERT, 1676 des Sapins, près aut et services, 6 pièces, foyer, stat., ascenseur. 527-3218, 672-0015.

VIEUX-MONTRÉAL. Condo moderne, 4 1/2, vue imprenable sur fleuve et vue sur Dos vendue. 287-9068.

A GRANBY, 14 logements, revenus 51 300\$, prêt demandé 314 000\$. Infos 514-379-9191, 514-379-5442.

A VENDRE ou échanger, 27 logis, Papineau près St-Zacarie 465-9576.

ANOUJ, triplex, 1400 p.c., 1 x 3 1/2, 1 x 5 1/2, 1 x 5 1/2, 72, gar. 351-6263.

LA METEO

Situation générale: Dégagement graduel sur l'ouest du Québec aujourd'hui. Le ciel sera variable sur l'est de la province. Jeudi, presque tout le Québec jouira d'une journée ensolleillée, sauf dans l'extrême sud-ouest, où un ennuagement s'effectuera.

MONTREAL

Aujourd'hui, dégagement en matinée. Max.: -10. Vents de 20 à 40 km/h. Jeudi ennuagement. Max.: -12. Min.: -20.

LEVER DU SOLEIL: 7 h 12. COUCHER: 17 h 06.

QUEBEC

Abitibi et Témiscamingue: Aujourd'hui, ensolleillé avec passages nuageux. Max.: -15. Jeudi, ensolleillé avec passages nuageux. Min.: -28. Max.: -19.

Réservoirs Cabonga et Gouin: Aujourd'hui, ensolleillé avec passages nuageux. Max.: -16. Vents de 15 à 20 km/h. Jeudi, ensolleillé avec passages nuageux. Min.: -30. Max.: -20.

Pontiac, Gatineau et du Lièvre: Aujourd'hui, ensolleillé avec passages nuageux. Max.: -12. Vents de 20 à 40 km/h. Jeudi, ensolleillé avec passages nuageux. Min.: -25. Max.: -15.

Laurentides: Aujourd'hui, dégagement en matinée. Max.: -10. Vents de 20 à 40 km/h. Jeudi, ensolleillé avec passages nuageux. Min.: -15. Max.: -10.

Outaouais, Hull et Cornwall: Aujourd'hui, dégagement en matinée. Max.: -9. Vents de 20 à 40 km/h. Jeudi, ennuagement. Min.: -21. Max.: -13.

Estrie: Aujourd'hui, un peu de neige en matinée. Dégagement graduel en après-midi. Température stable à -12. Vents de 20 à 40 km/h. Poudrière par endroits. Jeudi, ennuagement en après-midi. Min.: -25. Max.: -14.

Trois-Rivières, Drummondville et Beauce: Quelques flocons en matinée aujourd'hui. Dégagement graduel par la suite. Max.: -10. Vents de 20 à 40 km/h. Poudrière par endroits. Jeudi, ensolleillé avec passages nuageux. Min.: -22. Max.: -14.

La Tuque, réserve faunique des Laurentides: Dégagement en matinée aujourd'hui. Max.: -15. Vents de 20 à 40 km/h. Jeudi, ensolleillé avec passages nuageux.

LES ANNONCES CLASSEES DU DEVOIR

Du lundi au vendredi de 8h30 à 16h00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Pour placer votre annonce par la poste: C.P. 6033, succ. Place d'Armes, Mtl, H2Y 3S6

NOUS ACCEPTONS

VISA

PAR TELEPHONE

286-1200

105 Propriétés à revenus

106 Propriétés à vendre

WESTMONT: Très élégante townhouse, prêt parc, rénovée, spacieuse salle séjour, plafonds 12 pi., bar équipé, cuisine tuile, den, deck avec porte privée, 4 c.c., 3 1/2 s/bains, sophistiquée ch. des maîtres, 2 foyers, garage double. 545 000\$ ou boati. 3 000\$. 485-1147. W. end. (819) 842-2733.

103 Condominiums Co-propriétés

104 SANCTUAIRE PHASE 3 LA CAMPAGNE AU CENTRE-VILLE MAGNIFIQUE TERRASSE

1er étage, 1 très grande ch. c., 1 s/bain, 1/2 four-billon, vivoir, s/dîner, cuisine ensolleillée. 343-3824.

105 Condominiums Co-propriétés

106 BELLE CANADIENNE

Lapinae, disponible maintenant, 3 chambres, 2 s/bains, paysager, piscine, prix raisonnable. 1-439-6299.

CHARLEMAGNE. 3 grands 5 1/2, très propres, tous jusqu'à 30 juin 1992, espace de stationnement. 565-3231.

MASONIQUE maison canadienne pierre des champs, bord de l'eau, confort. 87, 10 pièces, 3 c.c., piscine creusée, garage chauffé, 62 000 p.c. co. payager. 819-227-2411.

POINTE-AU-CHENE. Bungalow, grand terrain, vue et accès rivière Outaouais, construction récente, thermomètre, cuisine moderne, foyer, prêt golf, piscine, pêche et ski 94 500\$. 819-242-2448.

ST-LIN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

ST-UN maison 2 étages, 5 1/2, four encast., plaque Jenn-Air, lave-vaisselle, armoire chène pointes-diamant, terrain 32 287 p.c., garage, offre remarquable acceptée, 75 500\$. Gens sérieux. Entre 13h et 21h. 439-1777.

160 Appartements-logements à louer

PLATEAU, Fabre, beau grand 4 1/2 ensolleillé, frai peint, 400 p.c., isolation av. Isobac, 6255/mois. 425-1198, 472-0621, 435-9202.

STE-CATHERINE O., métro Atwater, 2 pièces, 3255/mois, tops, redécou. Bienvenue étudiants. 999-6551.

VV-ST-LAURENT, beau grand 6 1/2 chauffé, libre l'avant. 856-1270.

164 Condominiums à louer

A VOIRI VERRIERES II, vue du fleuve, scintil, 5 apparts, pisc. int., compl. scintil, garage + extra, 903. 762-1037.

176 Chalets à louer

176 Chalets à louer

ST-DONAT

250\$ pou un week-end d'amoureux! Incluant une bouteille de mousses. Pour se coller, se parler, pour respirer l'air frais de la campagne...

Offrez-vous de la détente dans un cadre enchanteur.

Contactez Brigitte Cloutier au 484-9883.

182 Chalets

LAC GRAVEL, Mont-Laurier, 2 prop. attenant, maison et chalet, hiversés, meubles, bord de l'eau, sur pointe, vue extraordinaire, plage, accès aux horizons, 60 000\$ pour les 2. (819)623-1953.

184 Condominiums à louer

CONDO spacieux sur 2 étages, canal piscine, foyer, 2 pièces stationnement intérieur. 1300 \$/mois. 354-5526.

SEMAINE de ski du 6 au 13 mars au pied du Mt St-Hubert, condo pour 8 personnes, tout fourni. 1-742-9943.

186 Propriétés à louer

4 1/2 HAUT DUPLEX, Victoria et Sherbrooke, foyer, garage, nouvelle peinture, balcon privé, accès jardin, 1400\$, + chauff. Occupation 1er février, 932-0858 soir.

A VOIRI C.D.N. Cottage luxueux, 4 chambres à coucher, idéal pour bureaux professionnels, meublé au non. 788-0281.

DES IDEES, DES EVENEMENTS

Les écolos se rebiffent
Réplique
d'un ignorant
à un confus

Jamal Kazi
Etudiant en foresterie
au campus Macdonald
de l'Université McGill

Les écolos ne sont pas contre l'hydroélectricité. Ils sont contre les mégaprojets au service d'institutions centralisées sur lesquelles le citoyen n'a aucun pouvoir, et dont Grande-Baleine est le meilleur exemple.

L'environnementaliste se soucie de la préservation de ce milieu naturel. L'écologiste est un artisan de l'écologisme, qui inclut l'environnementalisme mais va plus loin en remettant en question la société industrielle de consommation (1). C'est cet aspect de l'écologisme, qui dérange le statu-quo, qui lui attire les épithètes de « radical », « utopiste », ou même « primitiviste » de la part de critiques mal informés.

Les écolos ne sont pas contre l'hydroélectricité
Ceci dit, les « écolos » ne sont pas contre l'hydroélectricité, comme voudrait le faire croire M. Murray. Mme Bacon, avec sa chandelle, tente de leur attribuer une position qu'ils ne prennent pas. C'est contre les méga-projets qu'ils se battent dans ce cas-ci, surtout si la raison d'être de ces projets est discutable. Ces projets titanesques sont des instruments au service d'institutions centralisées sur lesquelles le citoyen n'a aucun pouvoir (d'où la demande pour un débat public sur l'énergie, avec les solutions qu'on y proposera... démocratiquement).

La même raison justifie qu'on s'oppose à l'énergie nucléaire, outre les raisons environnementales bien connues, ou à une centrale solaire saharienne capable d'alimenter l'humanité en énergie; des projets locaux gérés par la communauté locale sont de loin préférables.

Line Blackburn
Ergothérapeute
et étudiante de maîtrise
en administration de la santé

A QUÉBEC, dans un contexte écolo-difficile, nombre d'instances gouvernementales, associations et établissements de santé s'interrogent sur l'efficacité du système de santé (rapport services/coût). Simultanément, un questionnement s'amorce chez les citoyens et les travailleurs de la santé au sujet de l'accessibilité et de la qualité des soins : sont-elles destinées à être morcelées, en vertu des difficultés économiques et de leur influence sur les politiques de planification de santé ?

L'un des meilleurs au monde
Notre système de santé est reconnu comme l'un des meilleurs au monde. Depuis près de 20 ans, ce système d'orientation égalitariste préconise l'accès universel et la qualité de soins, ainsi que des méthodes efficaces d'organisation et de distribution des soins. Dans cette perspective, l'égalité des chances pour une santé meilleure s'offre à tous, sans égard à leur statut économique.

feignant d'ignorer que l'espèce humaine est actuellement, dans notre monde, la plus torturée et la plus massacrée de toutes ». Eh bien, c'est l'espèce humaine elle-même qui doit porter le blâme pour son triste état, et il est évident que c'est l'espèce dont la survie et la qualité de vie doit nous préoccuper le plus. L'hyper-technologie est une solution proposée, encouragée et acceptée par plusieurs, mais il existe des alternatives.

L'Univers et la bête humaine

L'intelligence est un critère purement arbitraire et commode pour nous pour juger de la supériorité d'une espèce. Il serait dangereux de nous croire immunisés contre la sélection naturelle (2). Pour citer Einstein à mon tour : « Seules deux choses sont infinies, l'Univers et la stupidité humaine, et j'ai mes doutes quant à la première ».

Pourtant, M. Murray dit bien qu'un élément de la nature devient une ressource utile lorsque l'humain sait en tirer profit. Il devrait donc veiller à préserver les ressources potentielles qui résident dans la biodiversité. Une gestion et une utilisation raisonnable et responsable des ressources éviterait la tragédie de l'enfant qui meurt de faim aux six secondes, pendant qu'un million de dollars est versé dans les caisses des marchands de canons en une seule minute.

(1) Michel Jurdant explique l'écologisme en détail dans Le défi écologique, aux éditions Boréal. Ce n'est pas le cliché de « l'ordre bucolique et agreste » dont parle M. Murray !

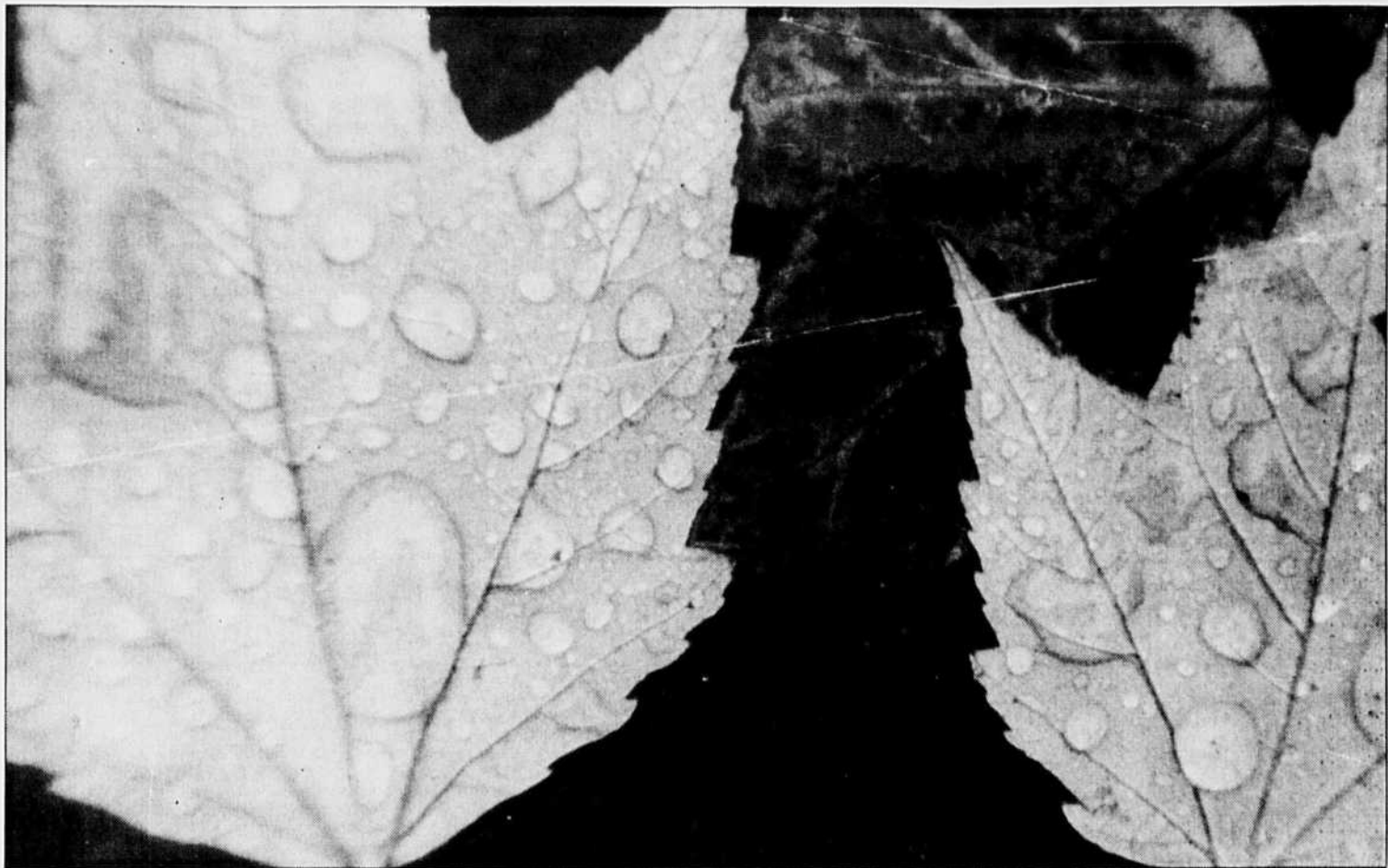
(2) Galapagos de Kurt Vonnegut est un roman drôle et poignant qui illustre bien cette perspective.

penses per capita pour les soins de santé n'aurait pas augmenté depuis 1979, si l'on tient compte de la croissance du PIB (produit intérieur brut).

Les propositions de l'AHQ

Dans une perspective d'ajustement à ces multiples contraintes, l'Association des hôpitaux (AHQ) véhicule certaines valeurs sociales qui semblent s'orienter vers une position libéraliste. Cette position se caractérise par une influence moins importante de l'État dans le secteur de la santé. Elle met l'accent sur la liberté individuelle et la réussite personnelle et ouvre la porte au principe des lois du marché, ainsi qu'à la privatisation.

Pour freiner l'augmentation des dépenses de santé publique au Québec, l'AHQ écarte l'idée d'une augmentation générale des impôts qui serait, selon elle, contraire à la volonté du peuple. À court terme, l'AHQ propose des sources complémentaires de financement autres que l'impôt afin de mettre à contribution le citoyen-utilisateur des services.



L'ignorance des dogmatiques

Éric Darier

DANS L'ARTICLE intitulé « L'ignorance des écolos », Victo Murray (LE DEVOIR du 15 janvier 1992) fait une critique de la « position dogmatique et contradictoire » et du « comportement frisant la stupidité » des écologistes dans le dossier du développement hydroélectrique de la Baie James.

Étant moi-même à rédiger une thèse de doctorat sur une réinterprétation critique de l'environnementalisme au Canada, j'étais content de voir un article sur ce thème. Malheureusement, la critique que nous propose M. Murray dégénère rapidement en une attaque pamphlétaire qui reflète à sa manière des positions tout aussi « dogmatiques et contradictoires » et « frisant la stupidité ».

Il est vrai qu'il existe un grand nombre d'écologistes naïfs qui n'utilisent pas assez souvent une réflexion autocritique. Cependant, il est également vrai que cet état de fait n'est pas limité aux seuls écologistes. Murray ferait bien de pratiquer sa bonne parole et de faire une critique de ses propres présupposés.

Dans cette réplique, je souhaiterais accomplir deux choses : révéler certaines des présuppositions non-critiques des arguments de Murray et poser des jalons pour un débat un peu plus sérieux sur la question de la Baie James.

L'ignorance des « scientifiques »

L'utilisation de nombreuses notes de bas de page n'est pas garant d'une bonne argumentation. L'article de Murray est une parfaite illustration de ce phénomène. Dans son article, Murray débute par des attaques contre les écologistes parce que certains de ces derniers « ont rejeté la science... » et se réfugient dans des sciences charlatannes.

L'auteur ne nous donne pas les critères précis qu'il a employés pour faire une telle classification. Il est cependant fort à parier qu'il utilise les critères des sciences de « l'establishment » pour porter un tel jugement.

Depuis au moins Thomas Kuhn (1), il est de plus en plus difficile de considérer les « sciences » comme étant une expansion cumulative, universelle et unidirectionnelle des connaissances. Au contraire, les sciences font partie d'un rapport complexe entre savoir et pouvoir (2). Murray devrait se pencher sérieusement sur la pertinence d'une épistémologie radicale des sciences.

L'ignorance du maccarthisme

Sans doute, se rendant compte de la faiblesse épistémologique de son argument précédent, l'auteur se lance alors dans des attaques contre les écologistes pour des raisons plus politiques. La « sensibilité écologiste » serait le point d'union entre « les communistes et les fascistes ».

Murray pense sans doute que l'utilisation de cet épouvantail fera peur à tout bon citoyen respectueux du libéralisme ! L'auteur tente de rendre coupable par association toute personne ou tout groupe qui aurait une « sensibilité écologiste ». Un peu plus et l'auteur affirmerait que le ministère de l'Environnement est une cinquième colonne fachocommuniste ! Le recours à des arguments dignes du maccarthisme n'encourage pas un débat sérieux.

Les vrais présupposés de l'auteur se révèlent petit à petit, à travers ses attaques sub-séquentes. Murray condamne les écologistes d'appuyer sans critique les revendications des autochtones, soi-disant « basées sur des valeurs romantiques comme le droit à la terre, l'enracinement et le prétexte du premier arrivé ». Murray ne donne toujours pas les critères qui lui ont permis de qualifier ces valeurs de « romantiques ».

La solution à ce mystère nous est révélée en partie lorsque l'auteur qualifie « la sauvegarde » des coutumes comme étant « un obstacle à tout développement social et intellectuel... » comme dans les pays islamiques ! Ceci est non seulement du racisme mais aussi de l'eurocentrisme aigu ! Pourquoi ne pas considérer comme valables d'autres types de développement écono-

mique et social ?

L'ignorance des technocrates

Il est grand temps d'entamer un débat en profondeur sur tous les enjeux du développement hydroélectrique de la Baie James. La dimension écologique du dossier ne doit pas être réduite aux seuls impacts environnementaux directs. La production supplémentaire d'hydroélectricité et les ventes envisagées vers les E.-U. doivent être approchées d'une manière globale.

Quel type de société voulons-nous au Québec ? Devons-nous exporter de l'hydroélectricité pour encourager encore plus la consommation d'énergie à bon marché, et donc en bout de parcours encourager plus de pollution ? Devons-nous attirer au Québec des industries énergivores fort polluantes ? Quel type de développement économique et social voulons-nous au Québec ? Quel prix voulons-nous payer (ou faire payer à d'autres) le coût de notre confort occidental ?

Toutes ces interrogations ne sont ni seulement de nature technocratique et scientifique, mais aussi et surtout morales, philosophiques, éthiques et politiques. Pour Victo Murray, la problématique se réduit donc au chantage à la modernité, c'est-à-dire que « compte tenu de la croissance démographique et du fait que les pays sous-développés (sic !) auront un besoin accru d'énergie, on est donc confronté à un terrible choix : la peur de l'atome par le nucléaire, la pollution par le thermique ou la stagnation économique, irréalisable dans nos modèles de sociétés ».

Peut-être, après tout, n'est-ce pas l'énergie qui nous fait défaut, mais au contraire la matière grise, critique et innovatrice. Heureusement qu'il n'y a pas que des Victo Murray dans ce bas-monde ! Et heureusement qu'il y a des écologistes pour nous pousser à critiquer et à repenser notre façon de vivre.

(1) Thomas Kuhn, The Structure of Scientific Revolutions, 1962. (2) Entre autres : Michel Foucault, Les mots et les choses (1966) et Surveiller et punir (1975).

Ne démolissons pas les bases égalitaires de notre système de santé

Parmi les propositions, on trouve un impôt-service et des frais d'utilisation. Comme exemples, on suggère des frais d'hôtellerie quotidienne de 10 \$ lors d'une hospitalisation, 8 \$ pour une visite médicale, une hausse de contribution des résidents en centre d'hébergement et de soins prolongés (CHSLD), un tarif d'aide à domicile et une hausse de 30 % sur les prothèses.

L'AHQ prévoit de plus un certain plafond mensuel pour tous les contribuables, et la gratuité en cas de faible revenu. Cette conception libéraliste fait fi du caractère aléatoire de la maladie, et aussi du contexte socio-économique interrelié aux habitudes de vie. Or, malgré l'accessibilité de notre système de soins, il persiste encore des disparités importantes reflétées par certains indicateurs de santé. L'espérance de vie est, par exemple, reliée à la composition socio-économique du quartier.

Ainsi, en 1981, selon le DSC de l'Hôpital général de Montréal, les habitants de Saint-Henri et de la Petite-Bourgogne vivaient huit ans de moins que ceux de Westmount. En général, les gens pauvres, davantage soumis au stress, ont des habitudes de vie, comme fumer et boire, qui nuisent à leur santé.

Les mesures décrites plus haut auront pour effet de réduire l'équité, l'accessibilité et la qualité des services parce qu'elles relèveront la capacité de payer avec le niveau d'utilisation, et non celui-ci avec les besoins réels de santé. Ce changement de structure aura pour effet de modifier l'équité et la qualité des soins (prothèses moins chères) pour les groupes cibles, tels les personnes handicapées

ou vieillissantes, et les familles à bas revenu. Qui donc déterminera le seuil de pauvreté ? Y aura-t-il une médecine des riches et une médecine des pauvres ?

En plus de perturber l'équité en taxant les personnes malades par l'impôt-service et les frais d'utilisation pourraient, contrairement aux attentes, entraîner une augmentation des coûts. Certaines personnes démunies auront tendance, par exemple, à retarder une visite médicale parce qu'elles n'en ont pas les moyens.

Cette baisse d'utilisation impliquera tout d'abord une aggravation des maladies et une diminution des revenus des médecins payés à l'acte. Les médecins auront donc tendance, pour maintenir leur revenu, à modifier leurs modes de pratique et à augmenter les tests. Ces modifications entraîneront une augmentation des coûts, une perturbation de la qualité des soins et une diminution d'efficacité.

L'expérience de la Saskatchewan

L'expérience de la Saskatchewan sur les frais d'utilisation, entre 1968 et 1969, est très révélatrice. En général, l'utilisation a diminué de 6 %, mais la diminution est de 18 % chez les familles à bas revenu. On a aussi observé une modification de la pratique médicale : les médecins ont effectué des tests plus complets, entraînant une augmentation des coûts.

Il faut aussi considérer l'impact de la loi fédérale de la santé. Toutes charges introduites sur les services de base seront déduites, de façon équi-

valente, des montants octroyés par le gouvernement fédéral. Les frais d'utilisation vont aussi favoriser l'effervescence du libre marché et d'un tiers payeur, en l'occurrence les assurances privées, en diminuant le contrôle de l'État sur les coûts des services.

Les assurés auront accès à des services et bénéficieront d'une qualité médicale plus grande (examens sophistiqués, etc.), et les groupes particuliers devront utiliser les services de base offerts par l'État, système de type libéraliste qui s'apparente à celui des États-Unis, avec pour conséquence deux types de médecine.

Or, les services de santé ne sont pas un marché comme les autres : l'incertitude reliée aux connaissances médicales, le pouvoir du corps médical sur ces connaissances et l'ignorance des patients en ce qui concerne la maladie font que les règles de la libre concurrence ne tiennent plus. Les patients peuvent difficilement mesurer la pertinence et la qualité du traitement pour lequel ils paient, lorsqu'ils peuvent se le payer.

Pour un concept global de la santé

La solution réelle du problème n'est pas de taxer l'utilisateur, mais plutôt de s'interroger sur l'expansion du système curatif médico-hospitalier, pour lequel on investit 70 cents par dollar alloué aux ressources de la santé. Les réallocations, ou nouveaux investissements, devraient s'effectuer dans divers secteurs d'orientation préventive : CLSC, habitudes de vie, environnement et chômage.

Le système médico-hospitalier doit être réexaminé. Les dépenses dans ce secteur ne devraient plus augmenter, mais suivre le niveau de l'inflation. De plus, il faudrait penser à revoir les services offerts et leurs résultats, en fonction des besoins réels de la population. Cet examen servirait à éliminer les services peu bénéfiques et pourrait être effectué par le biais d'un conseil ad hoc d'évaluation des services de santé et des services sociaux. Cette idée fait plutôt partie d'une proposition à long terme de l'AHQ, qui désire que ce comité soit permanent.

En ce qui a trait à une répartition des investissements, on devrait les axer vers le secteur socio-sanitaire, les services de première ligne en CLSC et les soins à domicile. On limiterait ainsi l'institutionnalisation, ce qui serait plus économique que la réforme proposée par le ministre Côté. Ces mesures assureraient aussi une meilleure qualité de vie aux bénéficiaires. Dans la même veine, on pourrait favoriser les hospitalisations d'un jour.

Bourgeois, Brigitte Cloutier, Francine Gingras, Johanne Guibeau, Lucie Lacroix, Christiane Legault, Lise Major, Nathalie Thabet (publicitaires), Marie-France Turgeon, Micheline Turgeon (maquettistes), Johanne Brunet (secrétaire), L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (coordonnatrice des services comptables), Florine Cormier, Céline Furoy, Jean-Guy Lacas, Raymond Matte, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Rosa, Linda Thériault (secrétaire à l'administration), Raymonde Guay (responsable du financement privé), LE MARKETING ET SERVICE À LA CLIENTÈLE Christiane Benjamin (directrice), Monique Corbel (adjointe), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Olivier Zuida, Rachel Leclerc-Venne, Jean-Marc Ste-Marie (superviseur aux promotions des abonnements), Louise Paquette, LES ANNONCES CLASSÉES ET LES AVIS PUBLICS Yves Williams (superviseur), Françoise Blanc, Manon Blanchette, Dominique Charbonnier, Marlène Côté, Françoise Coulombe, Sylvie Laporte, Pierrette Rousseau (avis publics), Micheline Ruelland, Patrick Salesse, LE DEVOIR est publié par l'imprimerie Populaire Limitée, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé au numéro 211, rue du Saint-Sacrement, Montréal, H2Y 1X1. Il est composé et imprimé par Imprimerie Dumont, 7743 rue Bourdeau, une division de Imprimeries Quebecor Inc., 612 ouest rue Saint-Jacques, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans LE DEVOIR. LE DEVOIR est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., située au 775, boul. Lebeau, St-Laurent. Envoi de publication : Enregistrement no 0858. Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec. Téléphone général (514) 844-3361. Abonnements : (514) 844-5738. LE DEVOIR (USPS - 003708) is published daily by L'Imprimerie Populaire, Limitée, 211 rue St-Sacrement, Montréal, Québec H2Y 1X1. Subscription rate per year is \$ 439.00 USD. Second Class Postage paid at Champlain, N.Y. US POSTMASTER: send address changes to: Insa, P.O. Box 1518, Champlain, N.Y. 12919-1518.